PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2011

Communauté métropolitaine
de Montréal

ISBN 978-2-923013-77-0

Dépôt légal : novembre 2010
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

FSC
Recyclé
Contribue à l'utilisation responsable des ressources forestières
Cert no. XXX-XXX-000
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council
EPO
100%

Table des matières

Membres du conseil	4
Membres du comité exécutif	6
Organigramme	7
La Communauté métropolitaine de Montréal en chiffres	8
Mot du président	10
Mot du directeur général	11
Faits saillants des prévisions budgétaires 2011	13
Principales activités prévues en 2011	17
Prévisions budgétaires 2011	25
Répartition des quotes-parts provisoires 2011	29
Bilan économique métropolitain de 2010	43

Membres du conseil

Président

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

Vice-président

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

Agglomération de Montréal

M. Michael Applebaum
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement
de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Mme Manon Barbe
Membre du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Mairesse de l'arrondissement
de LaSalle

M. Richard Bélanger
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement
de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M. Gilles Deguire
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Montréal-Nord

M. Richard Deschamps
Membre du comité exécutif
de la Ville de Montréal

M. Alan DeSousa
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. Alvaro Farinacci
Membre du conseil de la Ville de Montréal

M. Sammy Forcillo
Membre du conseil de la Ville de Montréal

Mme Helen Fotopulos
Membre du comité exécutif de la Ville de Montréal

M. Edward Janiszewski
Maire de la Ville de Dollard-Des Ormeaux

M. Bill McMurchie
Maire de la Ville de Pointe-Claire

M. Luis Miranda
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement d'Anjou

M. Frank Venneri
Membre du conseil de la Ville de Montréal

Laval

M. Basile Angelopoulos
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Laval

M. Jean-Jacques Beldié
Membre du conseil de la Ville de Laval

Agglomération de Longueuil

Mme Caroline St-Hilaire
Mairesse de la Ville de Longueuil

M. Philippe Brunet
Maire de la Ville de Saint-Lambert

M. Paul Leduc
Maire de la Ville de Brossard

Couronne Nord

M. Pierre Charron
Maire de la Ville de Saint-Eustache

Mme Chantal Deschamps
Mairesse de la Ville de Repentigny

M. Paul Larocque
Maire de la Ville de Bois-des-Filion

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

Couronne Sud

M. André J. Côté
Maire de la Ville de Candiac

Mme Suzanne Dansereau
Mairesse de la Ville de Contrecoeur

M. Michel Gilbert
Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire

M. Guy Pilon
Maire de la Ville de Vaudreuil-Dorion

Membres du comité exécutif

Président

M. Gérald Tremblay
Maire de la Ville de Montréal

Vice-présidente

Mme Caroline St-Hilaire
Mairesse de la Ville de Longueuil

Membres

M. Alan DeSousa
Vice-président du comité exécutif
de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement de Saint-Laurent

M. Sammy Forcillo
Membre du conseil de la Ville de Montréal

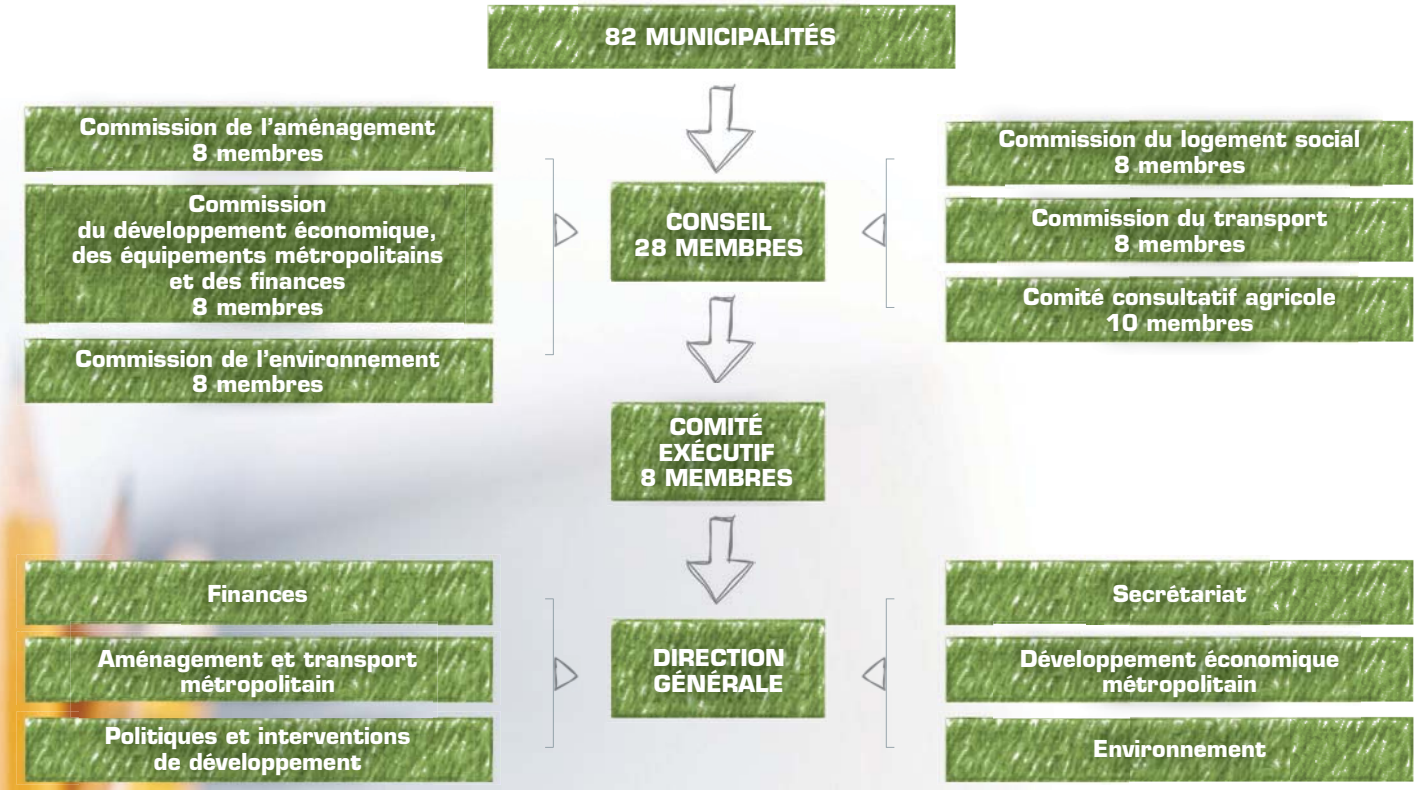
M. Michel Gilbert
Maire de la Ville de Mont-Saint-Hilaire

M. Luis Miranda
Membre du conseil de la Ville de Montréal
Maire de l'arrondissement d'Anjou

M. Jean-Marc Robitaille
Maire de la Ville de Terrebonne

M. Gilles Vaillancourt
Maire de la Ville de Laval

Organigramme



La Communauté métropolitaine de Montréal en chiffres

1 COMMUNAUTÉ depuis le 1er janvier 2001 • 2 AGGLOMÉRATIONS (MONTRÉAL ET LONGUEUIL) ayant des compétences de MRC • 12 MUNICIPALITÉS RÉGIONALES DE COMTÉ, dont 2 sont des villes avec compétences de MRC (Laval et Mirabel) • 82 MUNICIPALITÉS LOCALES, dont 1 VILLE (MONTRÉAL) de plus de 1,6 million d'habitants en 2010, 2 VILLES (LAVAL ET LONGUEUIL) qui comptent entre 200 000 et 400 000 habitants en 2010, 35 MUNICIPALITÉS qui comptent entre 15 000 et 150 000 habitants et 44 MUNICIPALITÉS qui comptent moins de 15 000 habitants • 5 RÉGIONS ADMINISTRATIVES, dont trois partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière, Montérégie) • 7 CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS, dont quatre partiellement comprises (Laurentides, Lanaudière et deux en Montérégie) • 4 360 km² DE SUPERFICIE TOTALE, dont 525 km² de surfaces aquatiques et 2 218 km² de terres agricoles protégées, soit 58 % du territoire • 3,7 MILLIONS D'HABITANTS en 2010 soit près de 50 % de la population du Québec • 960 HABITANTS AU km² en 2010 • 1,55 MILLION DE LOGEMENTS PRIVÉS en 2006, dont 46,9 % sont en mode locatif • 2,3 PERSONNES PAR MÉNAGE en 2006 • 21,2 % DES HABITANTS SONT DES IMMIGRANTS en 2006, dont près d'un quart est arrivé entre 2001 et 2006 • 75 LANGUES PARLÉES, dont les plus parlées sont le français, majoritairement, et l'anglais • 19,4 % DES HABITANTS PARLENT AU MOINS DEUX LANGUES À LA MAISON en 2006 • 120 COMMUNAUTÉS CULTURELLES • 26,5 % DES HABITANTS ÂGÉS DE 25 À 64 ANS DÉTIENNENT AU MOINS UN BACCALAURÉAT UNIVERSITAIRE • 148 MILLIARDS $CA DE PIB AUX PRIX DU MARCHÉ, soit 39 200 $CA par habitant en 2009 • 1,88 MILLION D'EMPLOIS en 2009, soit 49 % des emplois du Québec • 182 000 EMPLOIS DANS LA NOUVELLE ÉCONOMIE en 2009 • 7 MILLIONS DE TOURISTES en 2008 • 80 MILLIONS DE CONSOMMATEURS dans un rayon de 1 000 km • 22 % DE TRAVAILLEURS utilisent le transport en commun pour se rendre au travail en 2006 • 1 AÉROPORT INTERNATIONAL avec un trafic de 12,2 millions de voyageurs en 2009 • 1 PORT avec un trafic de 25 millions de tonnes de marchandises en 2009, dont 46 % par conteneurs • 5 UNIVERSITÉS, trois francophones et deux anglophones ainsi que sept écoles affiliées et instituts de recherche comptant 171 000 étudiants en 2007 • 66 CÉGEPS ET COLLÈGES publics et privés • 201 CENTRES DE RECHERCHE • 60 CONSULATS ET DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada, ministère des Transports du Québec, Tourisme Montréal, Aéroports de Montréal, Port de Montréal, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, Conference Board du Canada, Montréal International.

Lanaudière
Laurentides
L'Assomption
Les Moulins
Lajemmerais
Thérèse-De Blainville
Mirabel
Laval
La Vallée-
du-Richelieu
Deux-Montagnes
Montréal
Longueuil
Rouville
Vaudreuil-
Soulanges
Roussillon
Montérégie
Beauharnois-
Salaberry

Mot du président

Avec ses 3,7 millions d'habitants, le Grand Montréal est l'une des principales régions métropolitaines d'Amérique du Nord. Depuis dix ans, les élus des 82 municipalités qui la composent travaillent ensemble au sein de la Communauté métropolitaine de Montréal afin que la région soit plus compétitive, attractive, solidaire et responsable.

Le budget 2011 de la Communauté permettra aux élus de poursuivre leur travail, en favorisant plus particulièrement les interventions dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement économique et de l'environnement.

Ainsi, la Communauté accélèrera les travaux relatifs à l'élaboration du Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD). Ce PMAD, distinct et complémentaire des schémas des municipalités régionales de comté, proposera notamment des stratégies pour accueillir sur le territoire métropolitain 700 000 nouveaux résidants d'ici 2031, tout en soutenant l'attractivité et la compétitivité de la région dans une perspective de développement durable. Ce plan proposera des orientations, des objectifs et des critères concernant, entre autres, la planification du transport terrestre, la protection et la mise en valeur du milieu naturel et bâti, les activités agricoles.

La mise à jour du Plan de développement économique de la Communauté, complétée en 2010, confirme la pertinence de l'approche mise en place en 2005 en matière de développement économique métropolitain. La stratégie pour les années 2010-2015 vise donc toujours à combler l'écart de croissance entre le Grand Montréal et les autres métropoles nord-américaines. Les grappes métropolitaines demeurent au cœur de cette stratégie, laquelle est appuyée par le travail de prospection d'entreprises et de capitaux sur les marchés extérieurs que la Communauté confie à Montréal International, moyennant une contribution financière annuelle de 3,2 M$.

L'environnement continuera de faire l'objet de nombreux chantiers en 2011. Ainsi, les travaux qui mèneront à l'adoption du deuxième Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles seront amorcés en cours d'année. La Communauté poursuivra également ses interventions pour favoriser la mise en valeur des espaces bleus et verts du Grand Montréal.

Si ces chantiers sont importants, la Communauté ne ménagera pas pour autant ses efforts en matière de logement social et abordable afin de favoriser, par la mise en œuvre des mesures identifiées dans le Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable 2009-2013, la réalisation de projets d'habitation partout sur son territoire. Quant aux équipements métropolitains, la Communauté continuera de participer à leur financement, au bénéfice de tous les citoyens de la région métropolitaine de Montréal. Ces deux champs de compétence, qui reflètent la solidarité régionale, représentent à eux seuls plus de 70 % du budget de la Communauté.

Globalement, la Communauté souhaite que ses interventions contribuent à l'amélioration du cadre de vie des citoyennes et des citoyens, dans une perspective de développement durable. Aussi, elle entend rechercher, en 2011 et au cours des prochaines années, un meilleur équilibre entre la prospérité économique, le respect de l'environnement et l'équité sociale.

Gérald Tremblay

Mot du directeur général

Le budget 2011 de la Communauté s'établit à 100,3 M$. Comme pour les années passées, plus de 70 % de celui-ci est utilisé pour des services directs à la population, soit pour le remboursement aux municipalités qui contribuent au logement social et abordable ainsi que pour financer une partie du déficit des équipements à caractère métropolitain (Jardin botanique, Insectarium, Planétarium, Biodôme et Cosmodôme).

L'année 2011 sera marquée par la présentation du premier plan d'aménagement et de développement dont l'adoption est prévue pour décembre 2011. Rappelons que ce plan, qui doit soutenir l'attractivité et la compétitivité du Grand Montréal dans une perspective de développement durable, sera élaboré en vertu de la nouvelle loi adoptée en juin 2010. Cette loi prévoit que la Communauté devra définir des objectifs, des orientations et des critères pour huit objets, notamment la planification du transport terrestre, la protection et la mise en valeur du milieu naturel et bâti ainsi que des paysages, la planification intégrée de l'aménagement et du transport, la définition de seuils minimaux de densité, la mise en valeur des activités agricoles et la définition des territoires voués à l'urbanisation optimale de l'espace.

Ces travaux nécessitent une documentation importante. À cet égard, l'Observatoire Grand Montréal continuera de proposer plusieurs données qui seront disponibles sur le site Internet de la Communauté. Par ailleurs, en plus du bulletin *Perspective Grand Montréal* qui continue toujours d'être publié, l'Observatoire amorcera la publication de son nouveau périodique intitulé les *Cahiers métropolitains* avec un numéro dressant le portrait statistique du Grand Montréal.

Le développement économique commencera, en 2011, par des actions en vertu d'un deuxième plan de développement métropolitain adopté cette année. Ce plan, qui confirme les principaux axes d'interventions déjà amorcés a, cette fois-ci, pour objectif de hisser le Grand Montréal parmi les dix régions métropolitaines ayant la meilleure croissance de leur produit intérieur brut par habitant. En plus de poursuivre le soutien à la mise en place de nouvelles grappes industrielles, le plan propose par ailleurs deux réflexions importantes qui devraient mener, au cours des prochaines années, à la présentation d'un plan directeur de l'investissement direct étranger et d'un plan directeur de l'attraction et de la rétention de talents stratégiques.

La planification de la gestion métropolitaine des matières résiduelles demeure une priorité pour la Communauté qui souhaite l'atteinte de l'objectif de valorisation des matières résiduelles le plus rapidement possible. À cet effet, la Communauté appuiera les municipalités dans leur démarche d'implantation des installations de traitement des résidus organiques qui cheminent rondement dans chacun des cinq secteurs. D'ailleurs, le tableau de bord du PMGMR permet toujours de suivre l'évolution de la mise en œuvre de cet outil de planification important.

Afin de compléter les actions déjà entreprises pour doter le Grand Montréal d'un réseau intégré, protégé et accessible d'espaces bleus et verts, la Communauté entend poursuivre ses discussions avec le gouvernement du Québec et ses divers partenaires afin de refinancer les fonds bleus et verts. Ces fonds permettent d'appuyer les initiatives municipales d'acquisition de bois ainsi que les projets d'aménagement d'accès publics aux berges, aux plans d'eau et aux îles de la région.

Les outils de planification adoptés par la Communauté s'inscrivent dans la perspective du développement durable en général et visent, notamment, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). La Communauté a d'ailleurs réalisé cette année un Portrait des émissions de GES sur son territoire qui lui permettra, au cours des prochaines années, de suivre la performance du Grand Montréal en matière de lutte contre les changements climatiques.

La Communauté métropolitaine de Montréal amorce donc sa deuxième décennie d'existence avec un programme substantiel auquel les élus des 82 municipalités du Grand Montréal devront travailler d'arrache-pied pour que notre collectivité puisse poursuivre son objectif de faire *Cap sur le monde* et devenir plus compétitive, attractive, solidaire et responsable.

Massimo Iezzoni

Faits saillants des prévisions budgétaires 2011

Faits saillants des prévisions budgétaires 2011

Les prévisions budgétaires de la Communauté métropolitaine de Montréal pour l'année 2011, telles qu'adoptées par le conseil lors de sa séance extraordinaire du 11 novembre 2010, s'élèvent à 100 270 188 $. Il s'agit d'une diminution de 3,2 M$ comparativement au budget de l'exercice financier 2010.

Une somme de 82,33 M$ est réservée aux interventions de développement et au service de la dette pour le logement social. Plus de 82 % du budget de la Communauté est donc destiné aux municipalités, aux organismes intervenant en matière d'habitation, de développement économique, d'environnement ainsi qu'aux équipements à caractère métropolitain. Ces sommes sont par la suite directement utilisées pour améliorer la qualité de vie des citoyens.

La contribution des municipalités de la Communauté est de 66,2 M$, soit un montant identique à 2010.

Les principales variations entre les budgets 2011 et 2010 et leur impact sur les quotes-parts sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

PRINCIPALES VARIATIONS ENTRE LES BUDGETS 2011 ET 2010	Impact sur les quotes-parts
	($)
Contribution au logement social	0
Dépenses des activités	243 003
Remboursement de la dette à long terme	547 000
Affectation de surplus	(790 003)
Impact total sur les quotes-parts	0

Contribution au logement social et abordable

Le financement du logement social représente près de la moitié du budget de la Communauté. Les remboursements pour l'ensemble des programmes auxquels la Communauté participe totaliseront 46,4 M$ en 2011, soit 17,3 M$ pour les programmes d'Habitations à loyer modique et de Supplément au loyer (HLM-PSL), 2 M$ pour la Corporation d'Habitations Jeanne-Mance (CHJM) et 27,1 M$ pour les programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec.

Programmes d'Habitations à loyer modique (HLM) et de Supplément au loyer (PSL)

La Communauté assure le remboursement de la portion municipale du déficit d'exploitation d'environ 27 000 unités de HLM et de 9 300 unités bénéficiant du PSL. En 2011, le nombre d'unités HLM demeurera identique tandis que le nombre d'unités bénéficiant du PSL fluctuera légèrement.

Comme précisé l'année dernière, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a adopté, en juillet 2009, une *Politique de capitalisation des améliorations majeures* qui a eu un impact sur le déficit du programme HLM en 2010. Par ailleurs, puisque cette politique est appliquée rétroactivement aux années 2008 et 2009, la Communauté a reçu et recevra des OMH des remboursements pour les sommes versées en trop.

En conséquence, le budget consacré aux programmes HLM et PSL sera de 17,3 M$ en 2011, comparativement à 20,8 M$ en 2010, ce qui représente une diminution de 3,5 M$. Cette somme de 3,5 M$, qui résulte de la mise en œuvre de la politique de capitalisation, sera toujours perçue par la Communauté et versée au fonds du logement social afin de diminuer le recours au financement pour assurer le remboursement aux municipalités participant au programme AccèsLogis.

Corporation d'Habitations Jeanne-Mance

La contribution de la Communauté au déficit d'exploitation de la Corporation d'Habitations Jeanne-Mance est estimée à 1,97 M$ en 2011, comparativement à un montant de 1,91 M$ en 2010, soit une augmentation de 60 000 $.

Programme AccèsLogis

Dans son budget 2010-2011, le gouvernement du Québec a prévu l'octroi de 3 000 nouvelles unités AccèsLogis pour l'ensemble du Québec. Rappelons que 3 000 unités avaient été octroyées dans le cadre du budget 2009-2010.

Pour l'année 2011, les remboursements de la contribution des municipalités qui participent au programme AccèsLogis sont estimés à 27,14 M$, ce qui représente l'équivalent d'environ 1 500 unités pour le Grand Montréal.

Ce montant sera financé en partie par les quotes-parts des municipalités, lesquelles atteindront 18,6 M$, en réallouant au programme AccèsLogis les quotes-parts de 3,5 M$ dégagées par la Politique de capitalisation du RAM-HLM, et en recourant au *Règlement numéro 2005-31 décrétant un emprunt de 51 M$ aux fins du remboursement par la Communauté de la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec* adopté le 16 juin 2005.

Synthèse du financement du logement social

Le tableau ci-dessous détaille le financement des remboursements qui devront être versés aux municipalités et aux offices municipaux d'habitation (OMH), au cours de l'année 2011, dans le cadre des programmes d'Habitations à loyer modique (HLM), de Supplément au loyer (PSL) et AccèsLogis. Les quotes-parts des municipalités attribuées au logement social s'élèvent à 37,9 M$, soit le même montant qu'en 2010.

Tableau – Synthèse des dépenses et des revenus en logement social pour l'année 2011

	Dépenses $ (a)	Quotes-parts $ (b)	Emprunt $ (a-b)
Programme d'Habitations à loyer modique – Programme de Supplément au loyer	17 285 000	17 285 000	-
Corporation d'Habitations Jeanne-Mance	1 970 000	1 970 000	-
Sous-total	**19 255 000**	**19 255 000**	**-**
AccèsLogis	27 140 000	18 625 000	8 515 000
Total	**46 395 000**	**37 880 000**	**8 515 000**

Dépenses des activités

Le budget 2011 propose une hausse des dépenses des services de 243 003 $ comparativement au budget 2010. Cette augmentation s'explique essentiellement par les coûts de système de 3,1 %. Cette augmentation correspond aux prévisions de l'indice des prix à la consommation (IPC) du Conference Board du Canada pour la région métropolitaine de Montréal pour 2011.

Remboursement de la dette à long terme

Le service de la dette s'établira à 40 303 000 $ en 2011, soit une augmentation de 8,7 M$ comparativement à l'année 2010. En conséquence, le remboursement de capital budgété en 2011 sera de 2,1 M$, soit une augmentation de 547 000 $.

Le financement obtenu par l'entremise de cette dette à long terme a permis d'assurer une partie des remboursements de la Communauté pour la contribution de base versée par les municipalités pour les projets réalisés dans le cadre des programmes AccèsLogis Québec et Logement abordable Québec.

Variation des revenus

Le tableau ci-dessous présente les variations des sources de revenus de la Communauté pour l'année 2011.

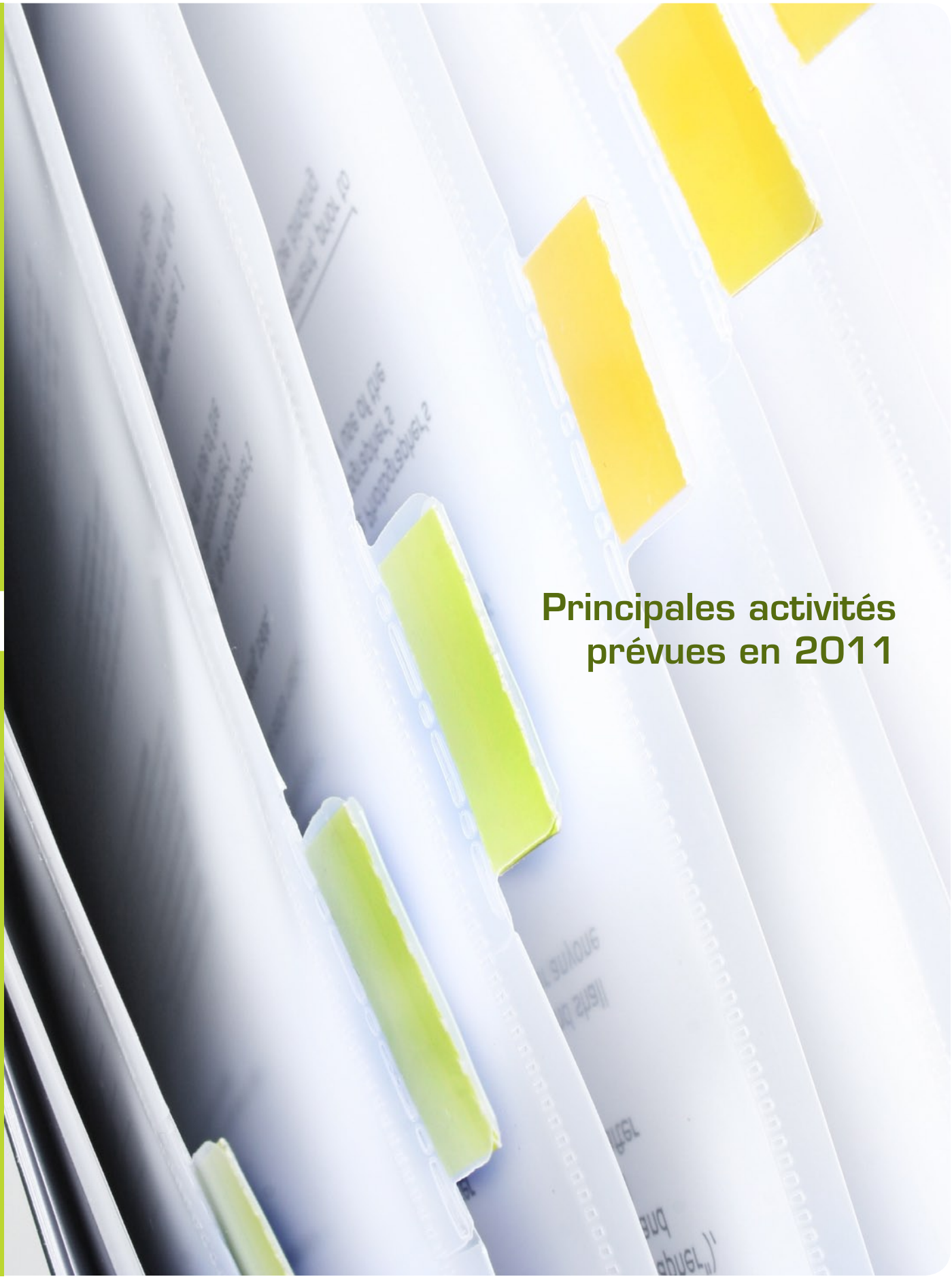
SOURCES DE FINANCEMENT	2011 ($)	2010 ($)	Variation ($)
Quotes-parts des municipalités	66 193 350	66 193 350	0
Transferts conditionnels	16 600 000	16 600 000	0
Autres revenus (surplus et revenus de placement)	8 961 838	8 721 835	240 003
Financement à long terme	8 515 000	11 930 000	(3 415 000)
Total	**100 270 188**	**103 445 185**	**(3 174 997)**

La quote-part des municipalités ne connaît aucune variation en 2011. Elle atteint, comme en 2010, la somme de 66,2 M$.

Les transferts conditionnels attendus pour 2011 totalisent 16,6 M$. Ces derniers comprennent une subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain et une somme de 3,3 M$ versée par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, en compensation des coûts versés pour l'application de l'entente signée en 1981. Le montant total des transferts conditionnels pour l'année 2011 est identique à celui de 2010.

Les autres revenus augmentent de 240 003 $. Cette augmentation s'explique essentiellement par une baisse des revenus dégagés par le projet d'orthophotographies d'un montant de 550 000 $ et par une augmentation de l'affectation du surplus pour un montant de 790 003 $ pour 2011 comparativement à celle de 2010.

Le financement à long terme des activités financières varie de 3,4 M$. Selon les dernières estimations, la Communauté devrait financer, par un service de dette, un montant de 8,5 M$ en 2011 pour assurer les remboursements aux municipalités qui participent aux projets AccèsLogis et Logement abordable Québec.



Principales activités prévues en 2011

Principales activités prévues en 2011

La Communauté est un organisme de planification, de coordination et de financement qui exerce des compétences stratégiques à l'échelle du Grand Montréal. Ses principaux champs d'intervention sont le développement économique, l'aménagement du territoire, le transport, l'environnement, le logement social et les équipements à caractère métropolitain.

Développement économique

L'année 2010 a été marquée par les travaux et les consultations menant à la mise à jour du Plan de développement économique (PDE) de la Communauté pour la période 2010-2015. L'actualisation de la toile de fond économique, le bilan des initiatives mises de l'avant au cours des dernières années et les diverses consultations menées ont permis de proposer aux acteurs économiques métropolitains une mise à jour en continuité avec les actions entreprises au cours des cinq dernières années. En effet, la stratégie 2010-2015 continue de viser à combler l'écart de croissance qui s'est creusé entre le Grand Montréal et les autres métropoles nord-américaines, un écart qui amoindrit le niveau de vie des citoyens et, incidemment, l'attractivité du Grand Montréal auprès des investisseurs et des talents stratégiques.

Les grappes métropolitaines sont toujours au cœur de la stratégie du PDE. Depuis 2005, le modèle de collaboration mis en place par la Communauté avec ses partenaires gouvernementaux et privés a permis l'activation de cinq grappes maintenant bien implantées dans l'économie de la région, soit Aéro Montréal, Montréal InVivo, TechnoMontréal, le Bureau du cinéma et de la télévision du Québec à Montréal et Écotech Québec. De plus, d'autres initiatives dans les secteurs du bioalimentaire, de la logistique avancée et des services financiers sont actuellement en évaluation. La contribution globale de la Communauté au fonctionnement des grappes demeure à 1,5 M$ par année. Les gouvernements provincial et fédéral, ainsi que le secteur privé apportent un soutien financier équivalent, ce qui permet de consacrer une somme totale de 6 M$ par année au fonctionnement des grappes. De plus, les grappes réussissent à lever chaque année d'importantes sommes additionnelles pour des projets spéciaux.

La Communauté possède la compétence de faire la promotion de son territoire sur le plan international pour y favoriser l'essor et la diversification de l'économie. La Communauté confie à Montréal International la prospection sur les marchés extérieurs d'entreprises et de capitaux et la collaboration avec les partenaires publics et privés du territoire, afin de créer un effet de levier et d'optimiser ainsi les efforts d'attraction d'investissements directs étrangers. Une contribution de 3,2 M$ est allouée à Montréal International en 2011.

Le PDE 2010-2015 prévoit deux réflexions majeures sous la gouverne de la commission du développement économique, des équipements métropolitains et des finances qui devront mener à la présentation d'un plan directeur de l'investissement direct étranger et d'un plan directeur de l'attraction et de la rétention de talents stratégiques. Des mandats seront confiés à des experts externes pour alimenter la commission dans ses travaux.

Aménagement et transport métropolitain

La Communauté prévoit 2,25 M$ aux prévisions budgétaires 2011 pour ses compétences en aménagement et en transport métropolitain.

En vertu de la *Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et d'autres dispositions législatives concernant les communautés métropolitaines*, sanctionnée et entrée en vigueur le 2 juin 2010, la Communauté métropolitaine de Montréal doit adopter un Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).

Le PMAD devra définir les orientations, les objectifs, les critères et la localisation, lorsqu'applicable, relatifs aux objets suivants :

- la planification du transport terrestre;
- la protection et la mise en valeur du milieu naturel et bâti ainsi que des paysages;
- l'identification de toute partie du territoire de la communauté qui doit faire l'objet d'une planification intégrée de l'aménagement et du transport;
- la définition de seuils minimaux de densité selon les caractéristiques du milieu;
- la mise en valeur des activités agricoles;
- la définition des territoires voués à l'urbanisation optimale de l'espace ainsi que de tout périmètre métropolitain;
- l'identification de toute partie de territoire de la communauté qui, chevauchant le territoire de plusieurs municipalités régionales de comté, est soumise à des contraintes majeures pour des raisons de sécurité publique, de santé publique ou de bien-être général;
- l'identification de toute installation qui présente un intérêt métropolitain et la détermination, pour toute nouvelle installation, du lieu de son implantation, de sa vocation et de sa capacité.

L'échéancier prévu à cette loi est décembre 2011.

Une démarche a été entreprise en 2010 par l'administration de la Communauté avec pour objectif de soumettre, pour adoption par le conseil de la Communauté, un projet de plan métropolitain au plus tard le 30 avril 2011, comme l'exige la loi.

La collaboration des cinq secteurs géographiques de la Communauté a été sollicitée dans le cadre de cette démarche.

La Communauté terminera donc, au cours de l'année 2011, les travaux requis pour l'élaboration d'un projet de PMAD. Ce projet sera soumis, par la suite, à une consultation publique.

Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

Au cours de 2011, la Communauté amorcera le processus qui mènera au deuxième Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles tout en appuyant les administrations municipales dans leurs démarches vers l'implantation des installations de traitement des résidus organiques.

En collaboration avec les administrations municipales du Grand Montréal impliquées dans la réduction, la récupération, le recyclage et la valorisation des matières résiduelles, la Communauté lancera une campagne grand public sur un thème d'intérêt métropolitain.

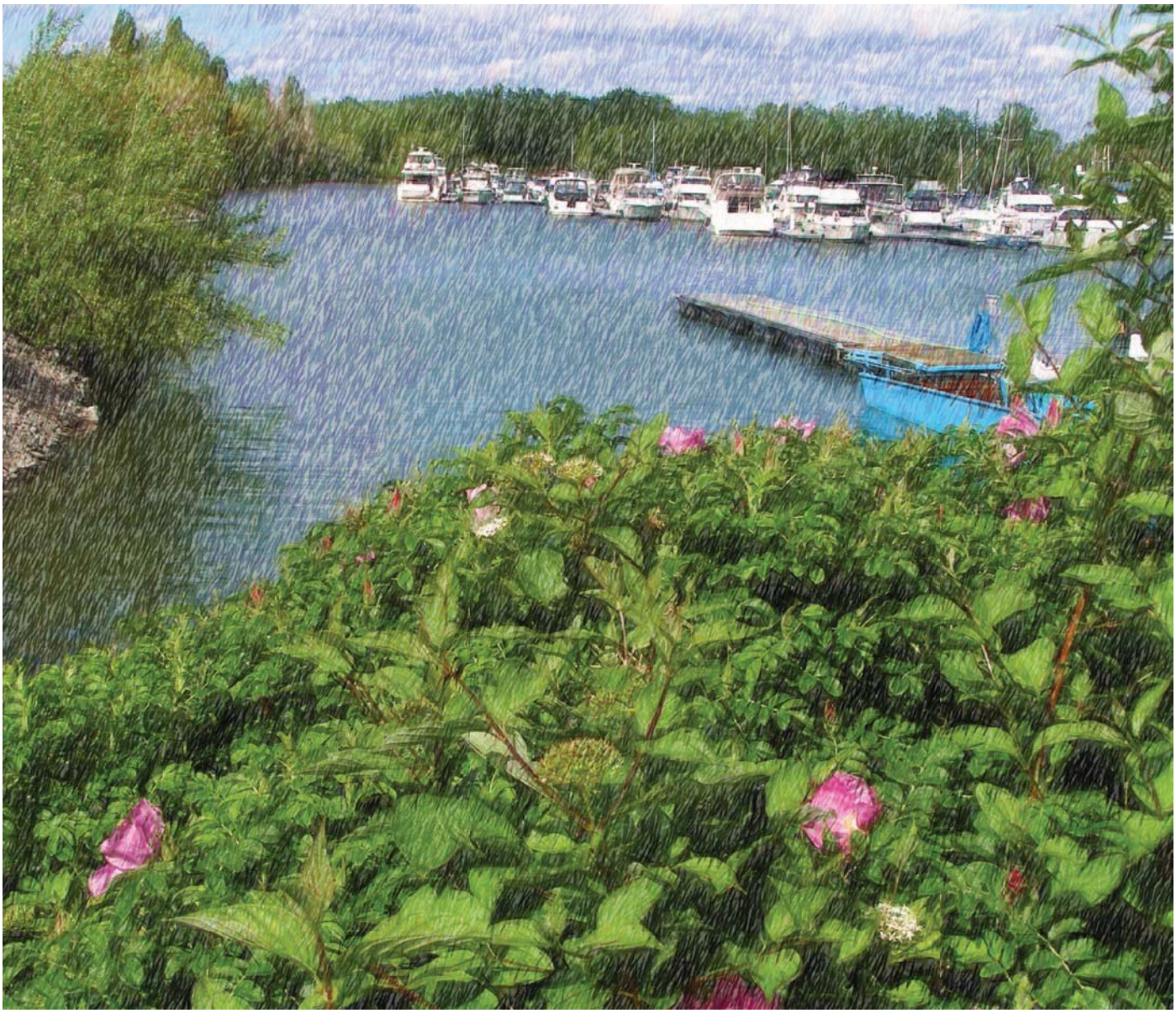
Amorcée en 2010, une collecte d'information sur la gestion des boues résiduaires sur le territoire métropolitain fera l'objet d'un ajout au Tableau de bord du Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles.

Assainissement des eaux

L'adoption du Règlement (numéro 2008-47) sur l'assainissement des eaux, dont l'entrée en vigueur complète est prévue pour 2012, nécessite la production de documents d'information et d'outils informatisés afin d'appuyer les municipalités responsables de son application. À partir d'un premier questionnaire acheminé fin 2010 aux 62 administrations municipales délégataires, un mode de suivi sera mis en place en 2011 et se traduira par la mise en ligne d'un tableau de bord sur l'état de la conformité réglementaire qui sera accessible en tout temps aux municipalités, aux entreprises ainsi qu'au public en général.

Assainissement de l'atmosphère

Pour l'exercice de sa compétence en matière d'assainissement de l'atmosphère, la Communauté reçoit une subvention annuelle de 3,3 M$ du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). Rappelons que la Communauté exerce cette compétence sur le territoire de l'agglomération de Montréal alors que, pour le reste du territoire québécois, cette compétence est exercée par le gouvernement du Québec.



Espaces bleus et verts

Découlant du colloque *Les Montérégiennes – Un avenir commun* organisé avec la collaboration de la Table de concertation du Mont-Royal, la Communauté participera, en 2011, à une étude intitulée « diagnostic et enjeux de la protection et de la mise en valeur des Montérégiennes » avec la Conférence régionale des élus de la Montérégie Est et un comité de partenaires.

La Communauté assurera également le suivi d'une quinzaine de projets en cours de réalisation sur les 68 projets financés dans le cadre des plans d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu. La Communauté assume également la coordination du programme d'acquisition et de conservation des espaces boisés, communément appelé le Fonds vert, afin de protéger et de mettre en valeur les bois du territoire métropolitain.

Dans le cadre de l'élaboration du Plan métropolitain d'aménagement et de développement, la Communauté est appelée à définir des orientations pour la protection et la mise en valeur du milieu naturel. En vue de concrétiser ces orientations, la Communauté poursuivra ses efforts afin de refinancer les fonds bleu et vert pour appuyer financièrement les initiatives municipales d'acquisition de bois ainsi que les projets d'aménagement d'accès publics aux berges, aux plans d'eau et aux îles.

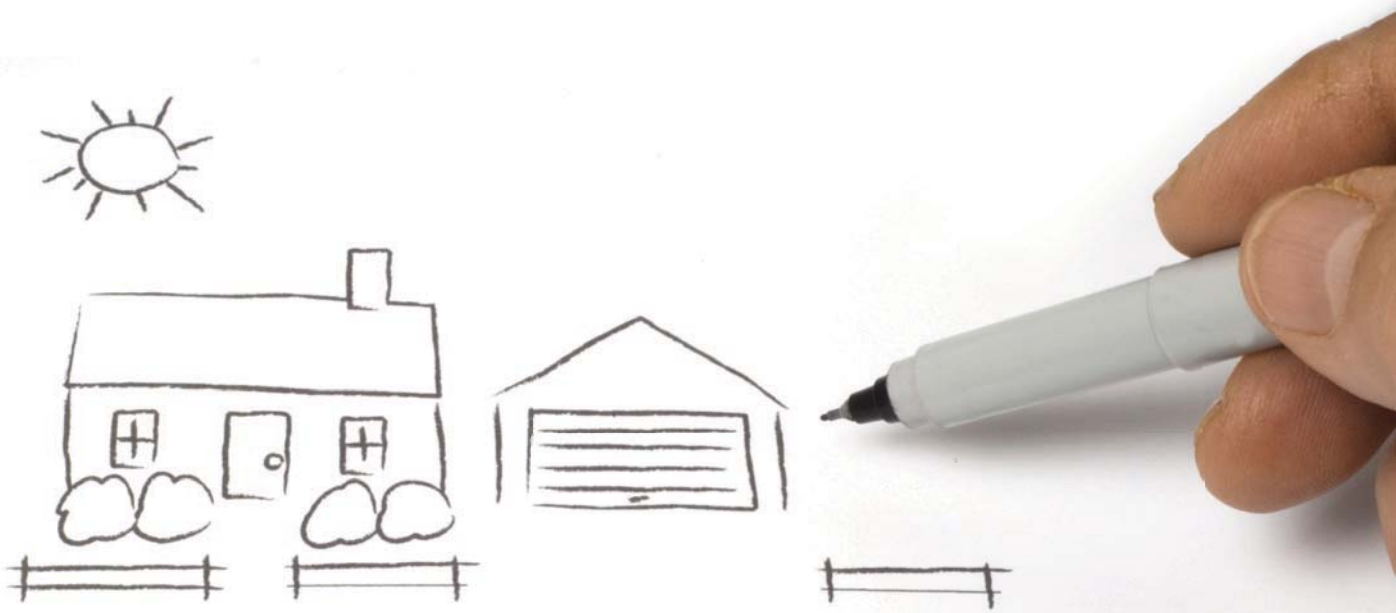
Logement social

La Communauté maintiendra sa participation financière aux programmes de logements sociaux et abordables. Ainsi, la Communauté poursuit le remboursement de la part municipale du déficit d'exploitation des 26 392 habitations à loyer modique (HLM) gérées par des offices municipaux d'habitation (OMH) ainsi que des 788 HLM gérées par la Corporation d'Habitations Jeanne-Mance. Le programme de Supplément au loyer (PSL) qui permet de soutenir environ 9 300 ménages fait également l'objet de remboursements de la part de la Communauté. Une somme de 19,3 M$ est prévue à ces fins.

La Communauté rembourse également aux municipalités de son territoire le montant de la contribution de base que ces dernières versent à un organisme à but non lucratif, à une coopérative d'habitation ou à un OMH qui réalise un projet, conformément aux programmes AccèsLogis et Logement abordable Québec de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Le budget 2011 prévoit une somme de 27,1 M$ pour ces remboursements, ce qui permettra de rembourser l'équivalent d'environ 1 500 unités.

Dans un contexte où le montage financier des projets AccèsLogis est encore, dans plusieurs cas, problématique, la Communauté entend réitérer au gouvernement du Québec ses demandes formulées dans le rapport de consultation de la commission du logement social intitulé *Solutions pour faciliter la réalisation de projets AccèsLogis sur le territoire du Grand Montréal*. Par ailleurs, comme prévu dans le *Plan d'action métropolitain pour le logement social et abordable, 2009-2013*, des travaux sur les mécanismes pouvant être mis en place par les municipalités afin de faciliter la réalisation de projets AccèsLogis ainsi que sur les bonnes pratiques de soutien communautaire destinées aux locataires des logements sociaux et abordables seront menés au cours de 2011.

Enfin, la Communauté entreprendra cette année la mise à jour de son étude sur la répartition spatiale du logement social et abordable.



Équipements à caractère métropolitain

Le budget de la Communauté prévoit une somme de 25,5 M$ pour assurer le financement du déficit d'exploitation des équipements à caractère métropolitain identifiés dans l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (Planétarium, Jardin botanique, Insectarium, Biodôme et Cosmodôme). Le budget tient compte de la subvention annuelle de 13,3 M$ du gouvernement du Québec pour les équipements à caractère métropolitain, selon l'entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier entre le gouvernement du Québec et les municipalités. Cette entente se termine à la fin de 2013.

Outre la subvention du gouvernement du Québec, les équipements à caractère métropolitain sont financés par une contribution des municipalités plafonnée à 12,2 M$.

À la demande de son comité exécutif, la Communauté travaillera, au cours de l'année 2011, à déterminer des lignes directrices qui pourraient éventuellement permettre de soutenir des équipements, des infrastructures, des services et des activités à caractère métropolitain ainsi que des événements favorisant le rayonnement international du Grand Montréal.

Géomatique

En 2010, la Communauté a finalisé le projet de réalisation du modèle numérique de terrain tridimentionnel et l'actualisation des orthophotographies, et a livré ces nouvelles données géographiques à l'ensemble de ses partenaires. Une consultation est en cours afin de définir les paramètres techniques du projet d'actualisation des bases de données géographiques pour l'année 2011. Une campagne de photographies aériennes est donc prévue pour l'été 2011 et la livraison des résultats aux partenaires avant la fin de la même année. De plus, une nouvelle fonctionnalité du système d'information géographique SIGMA sera développée cette année permettant aux municipalités de signaler à la Communauté des changements sur leur territoire.

L'entente de partenariat avec la firme Aux Quatre Points Cardinaux pour la diffusion des produits des données géographiques a été renouvelée en 2010. En 2011, la Communauté poursuivra avec son partenaire le développement d'outils informatiques pour faciliter l'accès aux données disponibles.

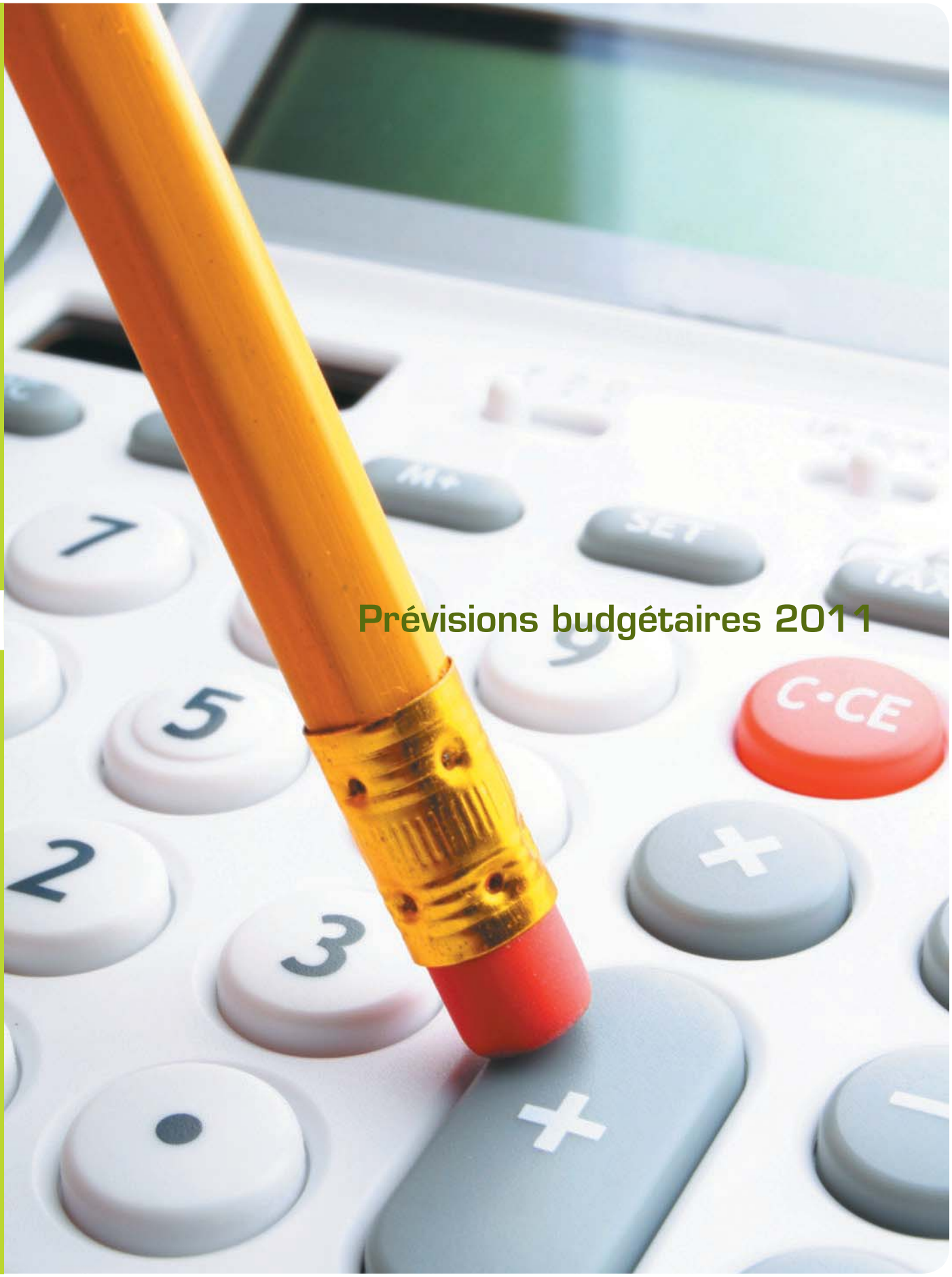
Dans le cadre des travaux pour l'élaboration du projet de PMAD, de nombreuses informations géographiques sont en révision et seront disponibles, en 2011, pour les municipalités.

Observatoire Grand Montréal et publications

Afin d'offrir de l'information factuelle sur le développement du Grand Montréal et de ses 82 municipalités, la Communauté poursuivra, en 2011, le développement et la consolidation de l'Observatoire Grand Montréal. Cette section du site Internet de la Communauté permet aux partenaires et aux citoyens de la région de consulter des données et les différents documents (bulletins et cahiers de recherche, présentation de conférences) portant sur la région et ses 82 municipalités.

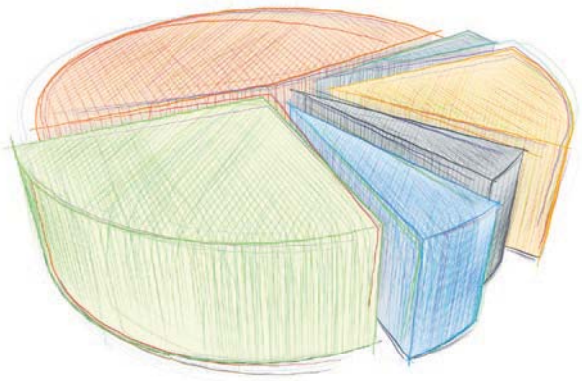
En 2011, l'équipe de l'Observatoire poursuivra l'intégration et la mise à jour de nouvelles données dans le module des *indicateurs métropolitains* et dans celui du *positionnement nord-américain*, qui permet de comparer l'évolution du Grand Montréal aux 32 autres grandes régions métropolitaines nord-américaines. De plus, la Communauté poursuivra la publication du *Perspective Grand Montréal*, un bulletin de recherche dont l'objectif est de dégager les tendances du développement de la région métropolitaine de Montréal, ainsi que des *Cahiers Métropolitains*, des rapports de recherche qui porteront, en 2011, sur des sujets reliés à l'aménagement du territoire.

Amorcés en 2010, les *midis-conférences de l'Observatoire Grand Montréal* se poursuivront en 2011. Ces événements sont organisés périodiquement afin de susciter la réflexion et de débattre des grands enjeux de planification et d'aménagement dans le Grand Montréal. La formule consiste en une présentation, par un ou plusieurs spécialistes invités, suivie d'une période de questions et d'échanges.



Prévisions budgétaires 2011

Prévisions budgétaires 2011

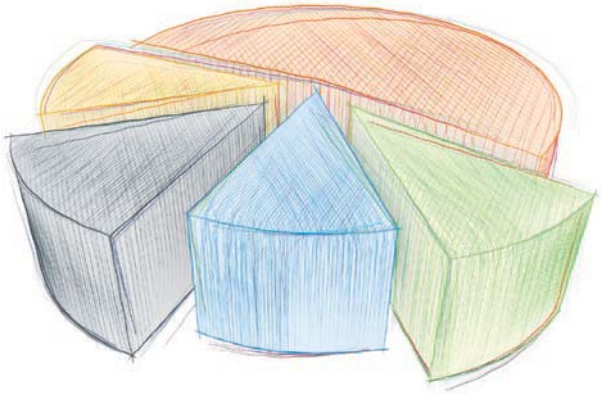


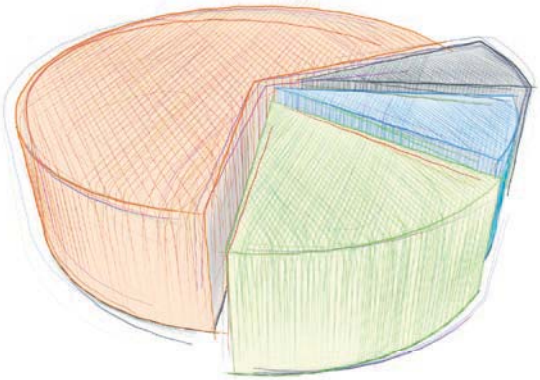
Dépenses par objet pour l'exercice 2011

Assainissement de l'atmosphère	3,2 %
Logement social	46,3 %
Équipements métropolitains	25,4 %
Promotion, prospection, concertation et Fonds de développement métropolitain	5,1 %
Service de la dette	4,3 %
Administration et services de la Communauté	15,7 %

Quotes-parts provisoires pour l'exercice 2011

Agglomération de Montréal	53,9 %
Laval	10,4 %
Agglomération de Longueuil	10,8 %
Couronne Nord	13,2 %
Couronne Sud	11,7 %





Sources de financement pour l'exercice 2011

Quotes-parts des municipalités	66,0 %
Transferts conditionnels	16,6 %
Autres revenus	8,9 %
Financement à long terme	8,5 %

Sommaire

DÉPENSES	Budget 2011 $	Budget 2010 $	Variation $
Dépenses des services			
Conseil et comité exécutif	1 223 300	1 214 800	8 500
Direction générale	1 052 200	1 020 300	31 900
Développement économique métropolitain	2 649 350	2 621 750	27 600
Environnement	2 279 144	2 207 500	71 644
Aménagement et transport métropolitain	2 249 500	2 202 400	47 100
Politiques et interventions de développement	972 008	942 419	29 589
Secrétariat	637 500	620 700	16 800
Finances	2 237 020	2 736 850	(499 830)
Dépenses générales	2 430 766	2 471 066	(40 300)
Frais de financement	2 206 400	2 206 400	0
Interventions de développement			
Assainissement de l'air	3 225 000	3 225 000	0
Logement social (HLM-PSL)	19 255 000	22 710 000	(3 455 000)
Logement social (AccèsLogis-Logement abordable)	27 140 000	27 100 000	40 000
Équipements métropolitains	25 500 000	25 500 000	0
Promotion, prospection et concertation	5 000 000	5 000 000	0
Fonds de développement métropolitain	100 000	100 000	0
Total des dépenses de fonctionnement	**98 157 188**	**101 879 185**	**(3 721 997)**
Autres activités financières			
Remboursement de la dette à long terme			
Remboursement de capital	2 113 000	1 566 000	547 000
Dépenses totales	**100 270 188**	**103 445 185**	**(3 174 997)**

REVENUS	Budget 2011 $	Budget 2010 $	Variation $
Quotes-parts des municipalités	**66 193 350**	**66 193 350**	**0**
Transferts conditionnels			
Équipements métropolitains	13 300 000	13 300 000	0
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs	3 300 000	3 300 000	0
	16 600 000	**16 600 000**	**0**
Autres revenus			
Revenus de placement	350 000	350 000	0
Affectation de surplus	8 361 838	7 571 835	790 003
Services rendus	250 000	800 000	(550 000)
	8 961 838	**8 721 835**	**240 003**
Sous-total des revenus	**91 755 188**	**91 515 185**	**240 003**
Surplus (déficit) avant financement à long terme des activités financières	***(8 515 000)***	***(11 930 000)***	***3 415 000***
Financement à long terme des activités financières	8 515 000	11 930 000	(3 415 000)
Revenus totaux	**100 270 188**	**103 445 185**	**(3 174 997)**
Surplus (déficit) de l'exercice	***0***	***0***	***0***

Répartition des quotes-parts provisoires 2011

Répartition des quotes-parts provisoires 2011

La quote-part des municipalités

Selon le *Règlement sur l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités faisant partie de la Communauté métropolitaine de Montréal* (2001-01) et en vertu de l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*, les dépenses, à l'exception de celles relatives à un service faisant l'objet d'un tarif particulier ou de celles autrement régies, sont réparties entre les municipalités en proportion de leur potentiel fiscal respectif.

Puisque tous les renseignements permettant d'établir les quotes-parts définitives ne sont pas disponibles lors de l'adoption du budget, des **quotes-parts provisoires** sont calculées à partir des données les plus récentes (2010). Les **quotes-parts définitives** sont calculées en fonction du potentiel fiscal, de la richesse foncière uniformisée et de la population de 2011, lorsque le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT) les établit et les transmet à la Communauté. **Un écart entre les quotes-parts provisoires et définitives est donc inévitable.**

L'ajustement pour tenir compte des états financiers vérifiés 2009 des équipements à caractère métropolitain, comme prévu dans le *Règlement sur l'établissement des quotes-parts et leur paiement par les municipalités*, sera intégré au calcul de la quote-part définitive qui sera transmise aux municipalités en mai 2011. Cet ajustement modifiera la répartition entre les municipalités, mais n'aura aucun impact sur la quote-part totale des équipements à caractère métropolitain qui est plafonnée à 12,2 M$ depuis 2001.

Pour l'exercice budgétaire 2011, la quote-part de la Communauté se divise en cinq répartitions :

Répartition 1

- Répartition des dépenses générales de la Communauté calculée en fonction du potentiel fiscal respectif de chacune des municipalités, comme prévu dans l'article 177 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.

Répartition 2 (Équipements Montréal) et répartition 3 (Équipement Laval)

- Répartition relative aux équipements métropolitains prévus dans l'article 156 de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal*.
- Selon le règlement de la Communauté (2001-01), la municipalité hôte d'un équipement métropolitain assume 50 % du déficit de cet équipement, déduction faite de toutes les subventions de fonctionnement reçues du gouvernement du Québec par la Communauté.
- Le solde du déficit, financé par la quote-part (répartitions 2 et 3), est réparti entre les autres municipalités de la Communauté en fonction de leur potentiel fiscal respectif, soustraction faite du potentiel fiscal de la municipalité hôte.
- Cette contribution est plafonnée à 12,2 M$.
- Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

Répartition 4 (Fonds de développement métropolitain)

- Répartition selon le *Règlement sur le programme de partage de la croissance de l'assiette foncière de la Communauté* (2004-24). Elle se divise en deux sections :
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la richesse foncière uniformisée (RFU);
  - 50 % des contributions sont établies en fonction de la croissance de la RFU.

Répartition 5

- Répartition relative aux cotisations corporatives calculée sur la base de la population des municipalités de la Communauté.

Sommaire par secteur

SECTEURS DE LA CMM	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE 2010		ASSIETTE DE TAXATION NON RÉSIDENTIELLE AJUSTÉE 2010		POTENTIEL FISCAL 2010		POPULATION 2010 (DÉCRET 1334-2009)	
	%	$	%	$	%	$	%	Nbre
Agglomération de Montréal	56,30	217 092 197 248	68,19	23 293 157 949	57,27	240 385 355 197	51,42	1 888 163
Laval	9,87	38 068 708 581	8,02	2 738 261 356	9,72	40 806 969 937	10,67	391 636
Agglomération de Longueuil	10,08	38 886 105 338	8,72	2 977 053 250	9,97	41 863 158 588	10,80	396 740
Couronne Nord	12,49	48 179 450 235	8,71	2 976 393 945	12,19	51 155 844 180	14,58	535 225
Couronne Sud	11,25	43 367 143 017	6,36	2 172 115 357	10,85	45 539 258 374	12,53	460 205
Total	**100,00**	**385 593 604 419**	**100,00**	**34 156 981 857**	**100,00**	**419 750 586 276**	**100,00**	**3 671 969**

SECTEURS DE LA CMM	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal	57,27	30 785 003	38,50	4 550 633	63,44	241 055	56,30	28 150	53,30	26 648	51,42	70 910
Laval	9,72	5 225 953	13,99	1 653 837	0,00	0	9,87	4 936	10,29	5 146	10,67	14 708
Agglomération de Longueuil	9,97	5 361 214	14,35	1 696 642	11,05	41 980	10,08	5 042	9,04	4 520	10,80	14 899
Couronne Nord	12,19	6 551 284	17,54	2 073 259	13,50	51 298	12,49	6 247	14,43	7 216	14,58	20 100
Couronne Sud	10,85	5 831 995	15,61	1 845 629	12,02	45 666	11,25	5 623	12,94	6 469	12,53	17 283
Total	**100,00**	**53 755 450**	**100,00**	**11 820 000**	**100,00**	**380 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**137 900**

SECTEURS DE LA CMM	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2011		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2010		ÉCART
	%	$	%	$	$
Agglomération de Montréal	53,94	35 702 400	53,94	35 702 645	-246
Laval	10,43	6 904 580	10,43	6 904 541	40
Agglomération de Longueuil	10,76	7 124 299	10,76	7 124 264	35
Couronne Nord	13,16	8 709 406	13,16	8 709 306	100
Couronne Sud	11,71	7 752 665	11,71	7 752 595	71
Total	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**0**

Données 2010 (RFU, potentiel fiscal et population) des municipalités de la CMM

MUNICIPALITÉS	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (RFU)		POTENTIEL FISCAL (PF)		POPULATION DÉCRET 1334-2009	
	$	%	$	%	Nombre	%
Agglomération de Montréal	**217 092 197 248**	**56,30**	**240 385 355 197**	**57,27**	**1 888 163**	**51,42**
Baie-D'Urfé	1 033 236 728	0,27	1 182 280 115	0,28	3 928	0,11
Beaconsfield	3 057 434 396	0,79	3 078 815 749	0,73	19 378	0,53
Côte-Saint-Luc	4 078 570 341	1,06	4 142 991 333	0,99	32 294	0,88
Dollard-Des Ormeaux	5 221 246 091	1,35	5 422 491 960	1,29	49 445	1,35
Dorval	4 383 306 700	1,14	5 576 980 901	1,33	18 231	0,50
Hampstead	1 613 948 499	0,42	1 613 948 499	0,38	7 202	0,20
Kirkland	3 269 144 339	0,85	3 564 130 698	0,85	20 756	0,57
L'Île-Dorval	8 232 777	0,00	8 232 777	0,00	0	0,00
Montréal	174 784 018 143	45,33	194 079 866 909	46,24	1 651 235	44,97
Montréal-Est	975 349 313	0,25	1 326 975 471	0,32	3 836	0,10
Montréal-Ouest	787 924 759	0,20	799 427 064	0,19	5 175	0,14
Mont-Royal	4 819 483 998	1,25	5 269 520 025	1,26	19 088	0,52
Pointe-Claire	5 193 268 228	1,35	6 031 053 425	1,44	30 882	0,84
Sainte-Anne-de-Bellevue	827 986 471	0,21	933 758 413	0,22	5 265	0,14
Senneville	391 580 138	0,10	427 395 920	0,10	961	0,03
Westmount	6 647 466 327	1,72	6 927 485 938	1,65	20 487	0,56
Ville de Laval	**38 068 708 581**	**9,87**	**40 806 969 937**	**9,72**	**391 636**	**10,67**
Agglomération de Longueuil	**38 886 105 338**	**10,08**	**41 863 158 588**	**9,97**	**396 740**	**10,80**
Boucherville	5 748 191 706	1,49	6 437 341 093	1,53	40 550	1,10
Brossard	8 078 051 661	2,09	8 702 685 488	2,07	76 445	2,08
Longueuil	18 823 447 177	4,88	20 072 447 138	4,78	232 516	6,33
Saint-Bruno-de-Montarville	3 411 169 388	0,88	3 756 912 242	0,90	25 345	0,69
Saint-Lambert	2 825 245 406	0,73	2 893 772 627	0,69	21 884	0,60
Couronne Nord	**48 179 450 235**	**12,49**	**51 155 844 180**	**12,19**	**535 225**	**14,58**
Blainville	5 295 992 631	1,37	5 534 000 636	1,32	51 206	1,39
Boisbriand	2 539 827 193	0,66	2 826 952 994	0,67	26 737	0,73
Bois-des-Filion	795 243 546	0,21	841 674 366	0,20	9 343	0,25
Charlemagne	410 244 161	0,11	432 024 364	0,10	5 850	0,16
Deux-Montagnes	1 244 970 095	0,32	1 265 612 046	0,30	17 703	0,48
L'Assomption	1 517 222 467	0,39	1 588 603 022	0,38	18 982	0,52
Lorraine	1 074 964 593	0,28	1 080 687 376	0,26	9 586	0,26
Mascouche	3 351 879 358	0,87	3 521 815 665	0,84	39 362	1,07
Mirabel	4 027 629 543	1,04	4 409 242 664	1,05	38 976	1,06
Oka	509 916 526	0,13	529 077 941	0,13	5 047	0,14
Pointe-Calumet	413 362 845	0,11	420 545 668	0,10	7 068	0,19
Repentigny	7 017 284 003	1,82	7 365 420 402	1,75	81 158	2,21
Rosemère	2 002 495 750	0,52	2 212 921 004	0,53	14 211	0,39
Sainte-Anne-des-Plaines	973 208 593	0,25	1 045 373 048	0,25	13 570	0,37
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	1 168 356 806	0,30	1 193 460 092	0,28	13 702	0,37
Sainte-Thérèse	2 281 401 195	0,59	2 420 957 531	0,58	25 930	0,71
Saint-Eustache	3 741 204 392	0,97	4 039 739 070	0,96	44 056	1,20
Saint-Joseph-du-Lac	504 264 523	0,13	521 984 195	0,12	5 436	0,15
Saint-Sulpice	284 720 466	0,07	292 760 584	0,07	3 303	0,09
Terrebonne	9 025 261 549	2,34	9 612 991 512	2,29	103 999	2,83

MUNICIPALITÉS	RICHESSE FONCIÈRE UNIFORMISÉE (RFU)		POTENTIEL FISCAL (PF)		POPULATION DÉCRET 1334-2009	
	$	%	$	%	Nombre	%
Couronne Sud	**43 367 143 017**	**11,25**	**45 539 258 374**	**10,85**	**460 205**	**12,53**
Beauharnois	871 685 073	0,23	921 689 975	0,22	12 202	0,33
Beloeil	1 887 489 063	0,49	2 011 425 988	0,48	20 148	0,55
Calixa-Lavallée	88 005 078	0,02	89 124 193	0,02	541	0,01
Candiac	2 256 534 630	0,59	2 371 436 574	0,56	18 466	0,50
Carignan	946 166 971	0,25	959 472 169	0,23	8 160	0,22
Chambly	2 121 671 804	0,55	2 236 144 466	0,53	24 499	0,67
Châteauguay	3 442 985 948	0,89	3 641 083 392	0,87	44 739	1,22
Contrecoeur	667 383 594	0,17	769 120 320	0,18	6 001	0,16
Delson	693 961 842	0,18	764 744 454	0,18	7 698	0,21
Hudson	943 209 178	0,24	961 528 650	0,23	5 181	0,14
L'Île-Cadieux	54 892 047	0,01	54 892 047	0,01	135	0,00
L'Île-Perrot	825 788 758	0,21	871 744 954	0,21	10 356	0,28
La Prairie	2 181 774 200	0,57	2 261 577 231	0,54	23 198	0,63
Léry	271 651 728	0,07	274 679 019	0,07	2 360	0,06
Les Cèdres	539 549 945	0,14	569 092 417	0,14	5 984	0,16
McMasterville	457 048 066	0,12	468 943 046	0,11	5 648	0,15
Mercier	892 176 859	0,23	918 585 249	0,22	11 017	0,30
Mont-Saint-Hilaire	2 042 411 974	0,53	2 110 073 520	0,50	17 209	0,47
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 036 701 094	0,27	1 052 405 968	0,25	10 567	0,29
Otterburn Park	722 530 449	0,19	727 751 111	0,17	8 643	0,24
Pincourt	1 173 921 297	0,30	1 211 227 256	0,29	13 600	0,37
Pointe-des-Cascades	96 384 210	0,02	98 017 086	0,02	1 207	0,03
Richelieu	482 492 482	0,13	505 359 643	0,12	5 504	0,15
Saint-Amable	729 718 260	0,19	746 739 054	0,18	9 949	0,27
Saint-Basile-le-Grand	1 398 852 299	0,36	1 440 892 423	0,34	16 561	0,45
Saint-Constant	1 992 887 260	0,52	2 083 615 678	0,50	24 849	0,68
Sainte-Catherine	1 269 618 612	0,33	1 333 248 783	0,32	16 568	0,45
Sainte-Julie	2 790 888 667	0,72	2 917 007 005	0,69	29 644	0,81
Saint-Isidore	253 594 367	0,07	264 757 916	0,06	2 585	0,07
Saint-Jean-Baptiste	288 141 777	0,07	303 091 738	0,07	3 122	0,09
Saint-Lazare	2 081 836 425	0,54	2 111 108 142	0,50	18 849	0,51
Saint-Mathias-sur-Richelieu	421 886 557	0,11	434 035 969	0,10	4 590	0,13
Saint-Mathieu	173 596 612	0,05	181 622 203	0,04	1 962	0,05
Saint-Mathieu-de-Beloeil	336 143 045	0,09	370 120 224	0,09	2 526	0,07
Saint-Philippe	514 318 388	0,13	524 440 685	0,12	5 557	0,15
Terrasse-Vaudreuil	159 602 850	0,04	161 964 725	0,04	1 971	0,05
Varennes	2 208 227 683	0,57	2 407 095 319	0,57	21 174	0,58
Vaudreuil-Dorion	3 343 371 913	0,87	3 680 683 598	0,88	30 327	0,83
Vaudreuil-sur-le-Lac	182 657 100	0,05	187 238 502	0,04	1 380	0,04
Verchères	525 384 912	0,14	541 477 682	0,13	5 528	0,15
CMM	**385 593 604 419**	**100,00**	**419 750 586 276**	**100,00**	**3 671 969**	**100,00**

Quotes-parts provisoires

MUNICIPALITÉS	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2011		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2010		ÉCART
	%	$	%	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**53,94**	**35 702 400**	**53,94**	**35 702 645**	**- 246**
Baie-D'Urfé[1]	0,30	200 917	0,30	200 924	- 7
Beaconsfield[1]	0,79	523 627	0,79	523 636	- 9
Côte-Saint-Luc[1]	1,06	704 813	1,06	704 817	- 5
Dollard-Des Ormeaux[1]	1,39	922 767	1,39	922 765	2
Dorval[1]	1,43	947 614	1,43	947 649	- 35
Hampstead[1]	0,41	274 374	0,41	274 382	- 8
Kirkland[1]	0,92	606 021	0,92	606 033	- 12
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 398	0,00	1 398	0
Montréal[1]	42,04	27 830 079	42,04	27 830 133	- 53
Montréal-Est[1]	0,34	225 321	0,34	225 330	- 9
Montréal-Ouest[1]	0,21	135 956	0,21	135 958	- 2
Mont-Royal[1]	1,35	895 559	1,35	895 590	- 31
Pointe-Claire[1]	1,55	1 025 320	1,55	1 025 345	- 25
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,24	158 799	0,24	158 802	- 3
Senneville[1]	0,11	72 621	0,11	72 624	- 3
Westmount[1]	1,78	1 177 213	1,78	1 177 259	- 46
Laval	**10,43**	**6 904 580**	**10,43**	**6 904 541**	**40**
Agglomération de Longueuil	**10,76**	**7 124 299**	**10,76**	**7 124 264**	**35**
Boucherville	1,65	1 094 637	1,65	1 094 655	- 18
Brossard	2,24	1 481 039	2,24	1 481 039	0
Longueuil	5,16	3 417 600	5,16	3 417 534	65
Saint-Bruno-de-Montarville	0,97	638 870	0,97	638 878	- 9
Saint-Lambert	0,74	492 153	0,74	492 157	- 4
Couronne Nord	**13,16**	**8 709 406**	**13,16**	**8 709 306**	**100**
Blainville	1,42	942 017	1,42	942 014	3
Boisbriand	0,73	481 105	0,73	481 102	2
Bois-des-Filion	0,22	143 341	0,22	143 338	2
Charlemagne	0,11	73 602	0,11	73 599	2
Deux-Montagnes	0,33	215 617	0,33	215 610	8
L'Assomption	0,41	270 613	0,41	270 607	6
Lorraine	0,28	183 891	0,28	183 891	0
Mascouche	0,91	599 869	0,91	599 860	10
Mirabel	1,13	750 436	1,13	750 435	0
Oka	0,14	90 061	0,14	90 060	0
Pointe-Calumet	0,11	71 703	0,11	71 699	4
Repentigny	1,89	1 254 088	1,89	1 254 069	19
Rosemère	0,57	376 301	0,57	376 307	- 6
Sainte-Anne-des-Plaines	0,27	178 040	0,27	178 035	5
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,31	203 333	0,31	203 330	4
Sainte-Thérèse	0,62	412 120	0,62	412 115	5
Saint-Eustache	1,04	687 777	1,04	687 767	10
Saint-Joseph-du-Lac	0,13	88 861	0,13	88 860	1
Saint-Sulpice	0,08	49 840	0,08	49 839	1
Terrebonne	2,47	1 636 790	2,47	1 636 768	23

MUNICIPALITÉS	QUOTES-PARTS PROVISOIRES 2011		QUOTES-PARTS DÉFINITIVES 2010		ÉCART
	%	$	%	$	$
Couronne Sud	**11,71**	**7 752 665**	**11,71**	**7 752 595**	**71**
Beauharnois	0,24	156 997	0,24	156 992	5
Beloeil	0,52	342 426	0,52	342 423	3
Calixa-Lavallée	0,02	15 169	0,02	15 169	0
Candiac	0,61	403 619	0,61	403 622	- 3
Carignan	0,25	163 328	0,25	163 328	0
Chambly	0,58	380 814	0,58	380 808	6
Châteauguay	0,94	620 112	0,94	620 098	15
Contrecoeur	0,20	130 849	0,20	130 850	- 1
Delson	0,20	130 170	0,20	130 169	1
Hudson	0,25	163 501	0,25	163 504	- 4
L'Île-Cadieux	0,01	9 329	0,01	9 329	0
L'Île-Perrot	0,22	148 438	0,22	148 435	3
La Prairie	0,58	385 062	0,58	385 058	4
Léry	0,07	46 746	0,07	46 746	0
Les Cèdres	0,15	96 879	0,15	96 878	1
McMasterville	0,12	79 876	0,12	79 875	2
Mercier	0,24	156 455	0,24	156 451	3
Mont-Saint-Hilaire	0,54	359 106	0,54	359 108	- 1
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,27	179 129	0,27	179 128	2
Otterburn Park	0,19	123 941	0,19	123 938	3
Pincourt	0,31	206 311	0,31	206 308	3
Pointe-des-Cascades	0,03	16 700	0,03	16 699	0
Richelieu	0,13	86 059	0,13	86 058	1
Saint-Amable	0,19	127 253	0,19	127 249	4
Saint-Basile-le-Grand	0,37	245 340	0,37	245 335	5
Saint-Constant	0,54	354 797	0,54	354 790	8
Sainte-Catherine	0,34	227 033	0,34	227 027	6
Sainte-Julie	0,75	496 501	0,75	496 496	5
Saint-Isidore	0,07	45 067	0,07	45 066	0
Saint-Jean-Baptiste	0,08	51 585	0,08	51 584	1
Saint-Lazare	0,54	359 298	0,54	359 297	0
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,11	73 885	0,11	73 885	1
Saint-Mathieu	0,05	30 927	0,05	30 927	0
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,10	62 965	0,10	62 966	- 1
Saint-Philippe	0,13	89 307	0,13	89 306	1
Terrasse-Vaudreuil	0,04	27 579	0,04	27 578	1
Varennes	0,62	409 568	0,62	409 568	0
Vaudreuil-Dorion	0,95	626 509	0,95	626 512	- 2
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,05	31 853	0,05	31 853	0
Verchères	0,14	92 183	0,14	92 182	1
CMM	**100,00**	**66 193 350**	**100,00**	**66 193 350**	**0**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Agglomération de Montréal[1]	**57,27**	**30 785 003**	**38,50**	**4 550 633**	**63,44**	**241 055**	**56,30**	**28 150**	**53,30**	**26 648**	**51,42**	**70 910**
Baie-D'Urfé[1]	0,28	151 409	0,41	47 916	0,31	1 186	0,27	134	0,25	125	0,11	148
Beaconsfield[1]	0,73	394 289	1,06	124 779	0,81	3 087	0,79	396	0,69	347	0,53	728
Côte-Saint-Luc[1]	0,99	530 573	1,42	167 908	1,09	4 155	1,06	529	0,87	435	0,88	1 213
Dollard-Des Ormeaux[1]	1,29	694 433	1,86	219 764	1,43	5 438	1,35	677	1,20	599	1,35	1 857
Dorval[1]	1,33	714 217	1,91	226 026	1,47	5 593	1,14	568	1,05	526	0,50	685
Hampstead[1]	0,38	206 691	0,55	65 411	0,43	1 618	0,42	209	0,35	174	0,20	270
Kirkland[1]	0,85	456 441	1,22	144 448	0,94	3 574	0,85	424	0,71	355	0,57	779
L'Île-Dorval[1]	0,00	1 054	0,00	334	0,00	8	0,00	1	0,00	1	0,00	0
Montréal[1]	46,24	24 854 880	22,62	2 673 950	51,22	194 621	45,33	22 664	43,90	21 952	44,97	62 012
Montréal-Est[1]	0,32	169 939	0,45	53 780	0,35	1 331	0,25	126	0,00	0	0,10	144
Montréal-Ouest[1]	0,19	102 379	0,27	32 399	0,21	802	0,20	102	0,16	79	0,14	194
Mont-Royal[1]	1,26	674 842	1,81	213 565	1,39	5 284	1,25	625	1,05	526	0,52	717
Pointe-Claire[1]	1,44	772 368	2,07	244 428	1,59	6 048	1,35	673	1,29	643	0,84	1 160
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	0,22	119 582	0,32	37 844	0,25	936	0,21	107	0,26	132	0,14	198
Senneville[1]	0,10	54 735	0,15	17 322	0,11	429	0,10	51	0,10	50	0,03	36
Westmount[1]	1,65	887 170	2,38	280 759	1,83	6 947	1,72	862	1,41	706	0,56	769
Laval	**9,72**	**5 225 953**	**13,99**	**1 653 837**	**0,00**	**0**	**9,87**	**4 936**	**10,29**	**5 146**	**10,67**	**14 708**
Agglomération de Longueuil	**9,97**	**5 361 214**	**14,35**	**1 696 642**	**11,05**	**41 980**	**10,08**	**5 042**	**9,04**	**4 520**	**10,80**	**14 899**
Boucherville	1,53	824 399	2,21	260 894	1,70	6 455	1,49	745	1,24	620	1,10	1 523
Brossard	2,07	1 114 511	2,98	352 705	2,30	8 727	2,09	1 047	2,36	1 178	2,08	2 871
Longueuil	4,78	2 570 582	6,88	813 502	5,30	20 128	4,88	2 441	4,43	2 214	6,33	8 732
Saint-Bruno-de-Montarville	0,90	481 130	1,29	152 261	0,99	3 767	0,88	442	0,63	317	0,69	952
Saint-Lambert	0,69	370 592	0,99	117 280	0,76	2 902	0,73	366	0,38	192	0,60	822
Couronne Nord	**12,19**	**6 551 284**	**17,54**	**2 073 259**	**13,50**	**51 298**	**12,49**	**6 247**	**14,43**	**7 216**	**14,58**	**20 100**
Blainville	1,32	708 713	1,90	224 284	1,46	5 549	1,37	687	1,72	861	1,39	1 923
Boisbriand	0,67	362 034	0,97	114 572	0,75	2 835	0,66	329	0,66	330	0,73	1 004
Bois-des-Filion	0,20	107 789	0,29	34 112	0,22	844	0,21	103	0,28	142	0,25	351
Charlemagne	0,10	55 327	0,15	17 509	0,11	433	0,11	53	0,12	59	0,16	220
Deux-Montagnes	0,30	162 081	0,43	51 293	0,33	1 269	0,32	161	0,30	148	0,48	665
L'Assomption	0,38	203 445	0,54	64 383	0,42	1 593	0,39	197	0,56	282	0,52	713
Lorraine	0,26	138 398	0,37	43 798	0,29	1 084	0,28	139	0,22	111	0,26	360
Mascouche	0,84	451 022	1,21	142 733	0,93	3 532	0,87	435	1,34	670	1,07	1 478
Mirabel	1,05	564 671	1,51	178 699	1,16	4 422	1,04	522	1,32	659	1,06	1 464
Oka	0,13	67 756	0,18	21 443	0,14	531	0,13	66	0,15	76	0,14	190
Pointe-Calumet	0,10	53 857	0,14	17 044	0,11	422	0,11	54	0,12	61	0,19	265
Repentigny	1,75	943 254	2,53	298 508	1,94	7 386	1,82	910	1,96	982	2,21	3 048
Rosemère	0,53	283 398	0,76	89 686	0,58	2 219	0,52	260	0,41	204	0,39	534
Sainte-Anne-des-Plaines	0,25	133 876	0,36	42 367	0,28	1 048	0,25	126	0,23	113	0,37	510
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	0,28	152 841	0,41	48 369	0,31	1 197	0,30	152	0,52	261	0,37	515
Sainte-Thérèse	0,58	310 040	0,83	98 117	0,64	2 428	0,59	296	0,53	265	0,71	974
Saint-Eustache	0,96	517 350	1,39	163 724	1,07	4 051	0,97	485	1,03	513	1,20	1 655
Saint-Joseph-du-Lac	0,12	66 848	0,18	21 155	0,14	523	0,13	65	0,13	65	0,15	204
Saint-Sulpice	0,07	37 492	0,10	11 865	0,08	294	0,07	37	0,06	28	0,09	124
Terrebonne	2,29	1 231 090	3,30	389 598	2,54	9 640	2,34	1 170	2,77	1 387	2,83	3 906

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1		RÉPARTITION 2		RÉPARTITION 3		RÉPARTITION 4A		RÉPARTITION 4B		COTISATIONS CORPORATIVES	
	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$	%	$
Couronne Sud	**10,85**	**5 831 995**	**15,61**	**1 845 629**	**12,02**	**45 666**	**11,25**	**5 623**	**12,94**	**6 469**	**12,53**	**17 283**
Beauharnois	0,22	118 036	0,32	37 355	0,24	924	0,23	113	0,22	110	0,33	458
Beloeil	0,48	257 594	0,69	81 520	0,53	2 017	0,49	245	0,59	294	0,55	757
Calixa-Lavallée	0,02	11 414	0,03	3 612	0,02	89	0,02	11	0,04	22	0,01	20
Candiac	0,56	303 699	0,81	96 110	0,63	2 378	0,59	293	0,89	446	0,50	693
Carignan	0,23	122 875	0,33	38 886	0,25	962	0,25	123	0,35	176	0,22	306
Chambly	0,53	286 372	0,77	90 627	0,59	2 242	0,55	275	0,75	377	0,67	920
Châteauguay	0,87	466 296	1,25	147 567	0,96	3 651	0,89	446	0,94	471	1,22	1 680
Contrecoeur	0,18	98 498	0,26	31 171	0,20	771	0,17	87	0,19	97	0,16	225
Delson	0,18	97 937	0,26	30 994	0,20	767	0,18	90	0,19	93	0,21	289
Hudson	0,23	123 138	0,33	38 969	0,25	964	0,24	122	0,22	112	0,14	195
L'Île-Cadieux	0,01	7 030	0,02	2 225	0,01	55	0,01	7	0,01	7	0,00	5
L'Île-Perrot	0,21	111 640	0,30	35 330	0,23	874	0,21	107	0,19	97	0,28	389
La Prairie	0,54	289 629	0,78	91 658	0,60	2 268	0,57	283	0,71	353	0,63	871
Léry	0,07	35 177	0,09	11 132	0,07	275	0,07	35	0,08	38	0,06	89
Les Cèdres	0,14	72 881	0,20	23 064	0,15	571	0,14	70	0,14	69	0,16	225
McMasterville	0,11	60 055	0,16	19 005	0,12	470	0,12	59	0,15	74	0,15	212
Mercier	0,22	117 639	0,31	37 229	0,24	921	0,23	116	0,27	137	0,30	414
Mont-Saint-Hilaire	0,50	270 227	0,72	85 518	0,56	2 116	0,53	265	0,67	335	0,47	646
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	0,25	134 777	0,36	42 652	0,28	1 055	0,27	134	0,23	114	0,29	397
Otterburn Park	0,17	93 200	0,25	29 495	0,19	730	0,19	94	0,20	99	0,24	325
Pincourt	0,29	155 116	0,42	49 089	0,32	1 215	0,30	152	0,46	229	0,37	511
Pointe-des-Cascades	0,02	12 553	0,03	3 972	0,03	98	0,02	12	0,04	19	0,03	45
Richelieu	0,12	64 719	0,17	20 481	0,13	507	0,13	63	0,17	83	0,15	207
Saint-Amable	0,18	95 631	0,26	30 264	0,20	749	0,19	95	0,28	141	0,27	374
Saint-Basile-le-Grand	0,34	184 528	0,49	58 397	0,38	1 445	0,36	181	0,33	166	0,45	622
Saint-Constant	0,50	266 839	0,71	84 445	0,55	2 089	0,52	258	0,46	232	0,68	933
Sainte-Catherine	0,32	170 743	0,46	54 034	0,35	1 337	0,33	165	0,26	132	0,45	622
Sainte-Julie	0,69	373 567	1,00	118 221	0,77	2 925	0,72	362	0,62	312	0,81	1 113
Saint-Isidore	0,06	33 906	0,09	10 730	0,07	265	0,07	33	0,07	35	0,07	97
Saint-Jean-Baptiste	0,07	38 816	0,10	12 284	0,08	304	0,07	37	0,05	27	0,09	117
Saint-Lazare	0,50	270 360	0,72	85 560	0,56	2 117	0,54	270	0,57	284	0,51	708
Saint-Mathias-sur-Richelieu	0,10	55 585	0,15	17 591	0,11	435	0,11	55	0,09	47	0,13	172
Saint-Mathieu	0,04	23 259	0,06	7 361	0,05	182	0,05	23	0,06	28	0,05	74
Saint-Mathieu-de-Beloeil	0,09	47 400	0,13	15 000	0,10	371	0,09	44	0,11	56	0,07	95
Saint-Philippe	0,12	67 163	0,18	21 255	0,14	526	0,13	67	0,18	88	0,15	209
Terrasse-Vaudreuil	0,04	20 742	0,06	6 564	0,04	162	0,04	21	0,03	15	0,05	74
Varennes	0,57	308 265	0,83	97 555	0,64	2 414	0,57	286	0,50	252	0,58	795
Vaudreuil-Dorion	0,88	471 368	1,26	149 172	0,97	3 691	0,87	434	1,41	707	0,83	1 139
Vaudreuil-sur-le-Lac	0,04	23 979	0,06	7 588	0,05	188	0,05	24	0,05	23	0,04	52
Verchères	0,13	69 344	0,19	21 945	0,14	543	0,14	68	0,15	75	0,15	208
CMM	**100,00**	**53 755 450**	**100,00**	**11 820 000**	**100,00**	**380 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**50 000**	**100,00**	**137 900**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires par objet

MUNICIPALITÉS	CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF	ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ					SERVICE DE LA DETTE
		ADMINISTRATION GÉNÉRALE	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT	ENVIRONNEMENT	POLITIQUES ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT	
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**454 231**	**604 773**	**983 745**	**835 275**	**846 282**	**360 922**	**2 097 749**
Baie-D'Urfé[1]	2 234	2 974	4 838	4 108	4 162	1 775	10 317
Beaconsfield[1]	5 818	7 746	12 600	10 698	10 839	4 623	26 868
Côte-Saint-Luc[1]	7 829	10 423	16 955	14 396	14 586	6 220	36 154
Dollard-Des Ormeaux[1]	10 246	13 642	22 191	18 842	19 090	8 141	47 320
Dorval[1]	10 538	14 031	22 823	19 379	19 634	8 373	48 668
Hampstead[1]	3 050	4 060	6 605	5 608	5 682	2 423	14 084
Kirkland[1]	6 735	8 967	14 586	12 384	12 548	5 351	31 103
L'Île-Dorval[1]	16	21	34	29	29	12	72
Montréal[1]	366 732	488 275	794 246	674 376	683 263	291 397	1 693 659
Montréal-Est[1]	2 507	3 338	5 430	4 611	4 672	1 992	11 580
Montréal-Ouest[1]	1 511	2 011	3 272	2 778	2 814	1 200	6 976
Mont-Royal[1]	9 957	13 257	21 565	18 310	18 551	7 912	45 985
Pointe-Claire[1]	11 396	15 173	24 681	20 956	21 232	9 055	52 631
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	1 764	2 349	3 821	3 245	3 287	1 402	8 149
Senneville[1]	808	1 075	1 749	1 485	1 505	642	3 730
Westmount[1]	13 090	17 428	28 350	24 071	24 388	10 401	60 453
Laval	**77 109**	**102 664**	**166 997**	**141 793**	**143 662**	**61 269**	**356 107**
Agglomération de Longueuil	**79 104**	**105 321**	**171 319**	**145 463**	**147 380**	**62 855**	**365 323**
Boucherville	12 164	16 195	26 344	22 368	22 663	9 665	56 176
Brossard	16 445	21 895	35 615	30 240	30 638	13 066	75 945
Longueuil	37 929	50 499	82 144	69 746	70 666	30 137	175 164
Saint-Bruno-de-Montarville	7 099	9 452	15 375	13 054	13 226	5 641	32 785
Saint-Lambert	5 468	7 280	11 842	10 055	10 188	4 345	25 253
Couronne Nord	**96 664**	**128 700**	**209 349**	**177 753**	**180 095**	**76 807**	**446 417**
Blainville	10 457	13 923	22 647	19 229	19 483	8 309	48 293
Boisbriand	5 342	7 112	11 569	9 823	9 952	4 244	24 670
Bois-des-Filion	1 590	2 118	3 444	2 925	2 963	1 264	7 345
Charlemagne	816	1 087	1 768	1 501	1 521	649	3 770
Deux-Montagnes	2 391	3 184	5 179	4 398	4 456	1 900	11 045
L'Assomption	3 002	3 997	6 501	5 520	5 593	2 385	13 863
Lorraine	2 042	2 719	4 423	3 755	3 805	1 623	9 431
Mascouche	6 655	8 860	14 413	12 237	12 399	5 288	30 734
Mirabel	8 332	11 093	18 044	15 321	15 523	6 620	38 478
Oka	1 000	1 331	2 165	1 838	1 863	794	4 617
Pointe-Calumet	795	1 058	1 721	1 461	1 481	631	3 670
Repentigny	13 918	18 530	30 142	25 593	25 930	11 059	64 275
Rosemère	4 182	5 567	9 056	7 689	7 791	3 323	19 311
Sainte-Anne-des-Plaines	1 975	2 630	4 278	3 632	3 680	1 570	9 123
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2 255	3 003	4 884	4 147	4 202	1 792	10 415
Sainte-Thérèse	4 575	6 091	9 907	8 412	8 523	3 635	21 127
Saint-Eustache	7 633	10 163	16 532	14 037	14 222	6 065	35 253
Saint-Joseph-du-Lac	986	1 313	2 136	1 814	1 838	784	4 555
Saint-Sulpice	553	737	1 198	1 017	1 031	440	2 555
Terrebonne	18 165	24 185	39 340	33 403	33 843	14 433	83 889

MUNICIPALITÉS	CONSEIL ET COMITÉ EXÉCUTIF	ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ					SERVICE DE LA DETTE
		ADMINISTRATION GÉNÉRALE	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT	ENVIRONNEMENT	POLITIQUES ET INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT	
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**86 051**	**114 570**	**186 363**	**158 237**	**160 322**	**68 374**	**397 403**
Beauharnois	1 742	2 319	3 772	3 203	3 245	1 384	8 043
Beloeil	3 801	5 060	8 231	6 989	7 081	3 020	17 553
Calixa-Lavallée	168	224	365	310	314	134	778
Candiac	4 481	5 966	9 705	8 240	8 349	3 561	20 695
Carignan	1 813	2 414	3 927	3 334	3 378	1 441	8 373
Chambly	4 225	5 626	9 151	7 770	7 872	3 357	19 514
Châteauguay	6 880	9 160	14 901	12 652	12 819	5 467	31 774
Contrecoeur	1 453	1 935	3 148	2 672	2 708	1 155	6 712
Delson	1 445	1 924	3 130	2 657	2 692	1 148	6 674
Hudson	1 817	2 419	3 935	3 341	3 385	1 444	8 391
L'Île-Cadieux	104	138	225	191	193	82	479
L'Île-Perrot	1 647	2 193	3 568	3 029	3 069	1 309	7 607
La Prairie	4 273	5 690	9 255	7 858	7 962	3 396	19 736
Léry	519	691	1 124	954	967	412	2 397
Les Cèdres	1 075	1 432	2 329	1 977	2 004	854	4 966
McMasterville	886	1 180	1 919	1 629	1 651	704	4 092
Mercier	1 736	2 311	3 759	3 192	3 234	1 379	8 016
Mont-Saint-Hilaire	3 987	5 309	8 635	7 332	7 429	3 168	18 414
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	1 989	2 648	4 307	3 657	3 705	1 580	9 184
Otterburn Park	1 375	1 831	2 978	2 529	2 562	1 093	6 351
Pincourt	2 289	3 047	4 957	4 209	4 264	1 819	10 570
Pointe-des-Cascades	185	247	401	341	345	147	855
Richelieu	955	1 271	2 068	1 756	1 779	759	4 410
Saint-Amable	1 411	1 879	3 056	2 595	2 629	1 121	6 517
Saint-Basile-le-Grand	2 723	3 625	5 897	5 007	5 073	2 163	12 574
Saint-Constant	3 937	5 242	8 527	7 240	7 335	3 128	18 183
Sainte-Catherine	2 519	3 354	5 456	4 633	4 694	2 002	11 635
Sainte-Julie	5 512	7 339	11 937	10 136	10 269	4 380	25 456
Saint-Isidore	500	666	1 083	920	932	398	2 310
Saint-Jean-Baptiste	573	763	1 240	1 053	1 067	455	2 645
Saint-Lazare	3 989	5 311	8 639	7 336	7 432	3 170	18 423
Saint-Mathias-sur-Richelieu	820	1 092	1 776	1 508	1 528	652	3 788
Saint-Mathieu	343	457	743	631	639	273	1 585
Saint-Mathieu-de-Beloeil	699	931	1 515	1 286	1 303	556	3 230
Saint-Philippe	991	1 319	2 146	1 822	1 846	787	4 577
Terrasse-Vaudreuil	306	407	663	563	570	243	1 413
Varennes	4 548	6 056	9 851	8 364	8 474	3 614	21 006
Vaudreuil-Dorion	6 955	9 260	15 063	12 789	12 958	5 526	32 120
Vaudreuil-sur-le-Lac	354	471	766	651	659	281	1 634
Verchères	1 023	1 362	2 216	1 881	1 906	813	4 725

CMM	**793 158**	**1 056 028**	**1 717 774**	**1 458 522**	**1 477 742**	**630 226**	**3 663 000**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Répartition des quotes-parts provisoires par objet – suite

MUNICIPALITÉS	INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT						
	LOGEMENT SOCIAL	ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL	ÉQUIPEMENT LAVAL	FONDS DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN	MONTRÉAL INTERNATIONAL	FONDS DE COMPÉTITIVITÉ	COTISATIONS CORPORATIVES
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal[1]	**21 738 594**	**4 550 633**	**241 055**	**54 799**	**1 832 596**	**1 030 835**	**70 910**
Baie-D'Urfé[1]	106 916	47 916	1 186	259	9 013	5 070	148
Beaconsfield[1]	278 424	124 779	3 087	744	23 472	13 203	728
Côte-Saint-Luc[1]	374 660	167 908	4 155	964	31 584	17 766	1 213
Dollard-Des Ormeaux[1]	490 368	219 764	5 438	1 276	41 339	23 253	1 857
Dorval[1]	504 339	226 026	5 593	1 094	42 517	23 916	685
Hampstead[1]	145 953	65 411	1 618	384	12 304	6 921	270
Kirkland[1]	322 312	144 448	3 574	778	27 171	15 284	779
L'Île-Dorval[1]	745	334	8	2	63	35	0
Montréal[1]	17 551 084	2 673 950	194 621	44 616	1 479 582	832 265	62 012
Montréal-Est[1]	120 001	53 780	1 331	126	10 116	5 690	144
Montréal-Ouest[1]	72 294	32 399	802	181	6 094	3 428	194
Mont-Royal[1]	476 535	213 565	5 284	1 151	40 173	22 597	717
Pointe-Claire[1]	545 402	244 428	6 048	1 316	45 978	25 863	1 160
Sainte-Anne-de-Bellevue[1]	84 442	37 844	936	239	7 119	4 004	198
Senneville[1]	38 650	17 322	429	100	3 258	1 833	36
Westmount[1]	626 468	280 759	6 947	1 567	52 812	29 707	769
Laval	**3 690 267**	**1 653 837**	**0**	**10 082**	**311 095**	**174 991**	**14 708**
Agglomération de Longueuil	**3 785 781**	**1 696 642**	**41 980**	**9 562**	**319 147**	**179 520**	**14 899**
Boucherville	582 143	260 894	6 455	1 365	49 076	27 605	1 523
Brossard	787 004	352 705	8 727	2 225	66 346	37 319	2 871
Longueuil	1 815 197	813 502	20 128	4 655	153 024	86 076	8 732
Saint-Bruno-de-Montarville	339 746	152 261	3 767	760	28 641	16 111	952
Saint-Lambert	261 690	117 280	2 902	558	22 061	12 409	822
Couronne Nord	**4 626 139**	**2 073 259**	**51 298**	**13 464**	**389 990**	**219 370**	**20 100**
Blainville	500 452	224 284	5 549	1 548	42 189	23 731	1 923
Boisbriand	255 648	114 572	2 835	660	21 551	12 123	1 004
Bois-des-Filion	76 115	34 112	844	245	6 417	3 609	351
Charlemagne	39 069	17 509	433	112	3 294	1 853	220
Deux-Montagnes	114 452	51 293	1 269	309	9 648	5 427	665
L'Assomption	143 661	64 383	1 593	479	12 111	6 812	713
Lorraine	97 729	43 798	1 084	250	8 239	4 634	360
Mascouche	318 486	142 733	3 532	1 104	26 849	15 102	1 478
Mirabel	398 738	178 699	4 422	1 181	33 614	18 908	1 464
Oka	47 846	21 443	531	142	4 033	2 269	190
Pointe-Calumet	38 031	17 044	422	115	3 206	1 803	265
Repentigny	666 072	298 508	7 386	1 892	56 151	31 585	3 048
Rosemère	200 119	89 686	2 219	464	16 870	9 490	534
Sainte-Anne-des-Plaines	94 535	42 367	1 048	239	7 969	4 483	510
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	107 927	48 369	1 197	412	9 098	5 118	515
Sainte-Thérèse	218 933	98 117	2 428	561	18 456	10 382	974
Saint-Eustache	365 323	163 724	4 051	998	30 797	17 323	1 655
Saint-Joseph-du-Lac	47 204	21 155	523	131	3 979	2 238	204
Saint-Sulpice	26 475	11 865	294	65	2 232	1 255	124
Terrebonne	869 325	389 598	9 640	2 557	73 285	41 223	3 906

MUNICIPALITÉS	INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT						
	LOGEMENT SOCIAL	ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL	ÉQUIPEMENT LAVAL	FONDS DE DÉVELOPPEMENT MÉTROPOLITAIN	MONTRÉAL INTERNATIONAL	FONDS DE COMPÉTITIVITÉ	COTISATIONS CORPORATIVES
	$	$	$	$	$	$	$
Couronne Sud	**4 118 219**	**1 845 629**	**45 666**	**12 093**	**347 172**	**195 284**	**17 283**
Beauharnois	83 351	37 355	924	223	7 027	3 952	458
Beloeil	181 898	81 520	2 017	539	15 334	8 626	757
Calixa-Lavallée	8 060	3 612	89	33	679	382	20
Candiac	214 454	96 110	2 378	739	18 079	10 169	693
Carignan	86 767	38 886	962	299	7 315	4 114	306
Chambly	202 220	90 627	2 242	652	17 047	9 589	920
Châteauguay	329 271	147 567	3 651	918	27 758	15 614	1 680
Contrecoeur	69 553	31 171	771	184	5 863	3 298	225
Delson	69 158	30 994	767	183	5 830	3 279	289
Hudson	86 953	38 969	964	234	7 330	4 123	195
L'Île-Cadieux	4 964	2 225	55	14	418	235	5
L'Île-Perrot	78 834	35 330	874	204	6 646	3 738	389
La Prairie	204 520	91 658	2 268	636	17 241	9 698	871
Léry	24 840	11 132	275	73	2 094	1 178	89
Les Cèdres	51 464	23 064	571	138	4 339	2 440	225
McMasterville	42 408	19 005	470	133	3 575	2 011	212
Mercier	83 070	37 229	921	252	7 003	3 939	414
Mont-Saint-Hilaire	190 819	85 518	2 116	599	16 086	9 049	646
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	95 171	42 652	1 055	248	8 023	4 513	397
Otterburn Park	65 812	29 495	730	193	5 548	3 121	325
Pincourt	109 534	49 089	1 215	381	9 234	5 194	511
Pointe-des-Cascades	8 864	3 972	98	31	747	420	45
Richelieu	45 701	20 481	507	145	3 853	2 167	207
Saint-Amable	67 529	30 264	749	235	5 693	3 202	374
Saint-Basile-le-Grand	130 303	58 397	1 445	348	10 985	6 179	622
Saint-Constant	188 426	84 445	2 089	491	15 885	8 935	933
Sainte-Catherine	120 569	54 034	1 337	296	10 164	5 717	622
Sainte-Julie	263 792	118 221	2 925	674	22 238	12 509	1 113
Saint-Isidore	23 943	10 730	265	68	2 018	1 135	97
Saint-Jean-Baptiste	27 409	12 284	304	64	2 311	1 300	117
Saint-Lazare	190 912	85 560	2 117	554	16 094	9 053	708
Saint-Mathias-sur-Richelieu	39 251	17 591	435	102	3 309	1 861	172
Saint-Mathieu	16 425	7 361	182	51	1 385	779	74
Saint-Mathieu-de-Beloeil	33 471	15 000	371	99	2 822	1 587	95
Saint-Philippe	47 426	21 255	526	155	3 998	2 249	209
Terrasse-Vaudreuil	14 647	6 564	162	36	1 235	695	74
Varennes	217 679	97 555	2 414	539	18 351	10 322	795
Vaudreuil-Dorion	332 853	149 172	3 691	1 140	28 060	15 784	1 139
Vaudreuil-sur-le-Lac	16 932	7 588	188	46	1 427	803	52
Verchères	48 967	21 945	543	143	4 128	2 322	208

CMM	**37 959 000**	**11 820 000**	**380 000**	**100 000**	**3 200 000**	**1 800 000**	**137 900**

1. La *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) prévoit que toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération. Cette modification n'a toutefois aucun impact sur la répartition de la quote-part des municipalités de la Communauté.

Contributions provisoires facturées aux municipalités liées de l'agglomération de Montréal en vertu de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal (L.Q. 2008, c.19)*

MUNICIPALITÉS	RÉPARTITION 1	RÉPARTITION 2 (ÉQUIPEMENTS MONTRÉAL)	RÉPARTITION 3 (ÉQUIPEMENT LAVAL)	RÉPARTITION 4A (RFU)	RÉPARTITION 4B (CROISSANCE RFU)	COTISATIONS CORPORATIVES	TOTAL
	$	$	$	$	$	$	$
Agglomération de Montréal	**30 785 003**	**4 550 633**	**241 055**	**28 150**	**26 648**	**70 910**	**35 702 400**
Baie-D'Urfé	151 409		1 186	134	125	148	**153 001**
Beaconsfield	394 289		3 087	396	347	728	**398 848**
Côte-Saint-Luc	530 573		4 155	529	435	1 213	**536 904**
Dollard-Des Ormeaux	694 433		5 438	677	599	1 857	**703 003**
Dorval	714 217		5 593	568	526	685	**721 589**
Hampstead	206 691		1 618	209	174	270	**208 963**
Kirkland	456 441		3 574	424	355	779	**461 573**
L'Île-Dorval	1 054		8	1	1	0	**1 065**
Montréal	24 854 880	**4 550 633**	194 621	22 664	21 952	62 012	**29 706 762**
Montréal-Est	169 939		1 331	126	0	144	**171 541**
Montréal-Ouest	102 379		802	102	79	194	**103 556**
Mont-Royal	674 842		5 284	625	526	717	**681 995**
Pointe-Claire	772 368		6 048	673	643	1 160	**780 892**
Sainte-Anne-de-Bellevue	119 582		936	107	132	198	**120 955**
Senneville	54 735		429	51	50	36	**55 300**
Westmount	887 170		6 947	862	706	769	**896 454**

Selon la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant Montréal* (L.Q. 2008, c. 19) toute contribution d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal au financement du déficit d'un équipement situé sur le territoire de la Ville de Montréal et mentionné à l'annexe V de la *Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal* (L.R.Q., c. C-37.01) est faite par la Ville de Montréal; cette contribution constitue une dépense d'agglomération devant être financée par des revenus d'agglomération.

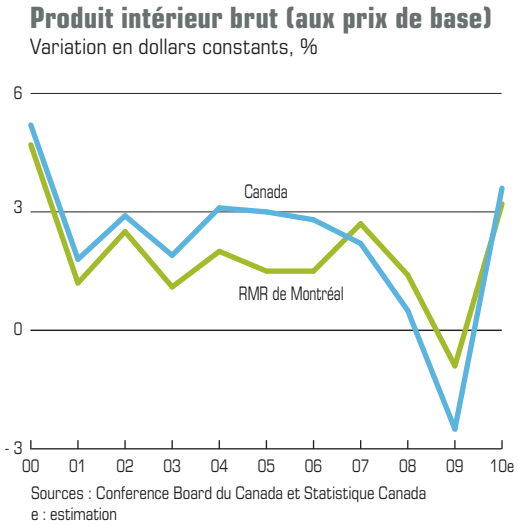
Bilan économique métropolitain de 2010

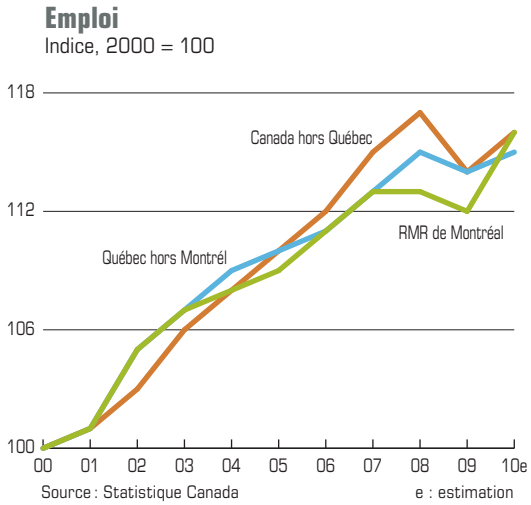
Bilan économique métropolitain de 2010[1]

Sommaire

Reprise ralentie après un début fulgurant

Après avoir traversé une récession modérée, l'économie métropolitaine est entrée dans une phase d'expansion au troisième trimestre 2009. L'économie métropolitaine a récupéré au premier trimestre 2010 tous les emplois perdus pendant la récession. La création d'emploi s'est accélérée pendant la première moitié de 2010 (croissance de 3,2 % en six mois), mais le rythme de la reprise a fléchi au troisième trimestre et devrait demeurer faible pendant le reste de l'année. Au total, l'emploi devrait augmenter de 3,1 % en 2010. Selon le Conference Board du Canada, le produit intérieur brut réel de la région métropolitaine devrait croître de 3,2 % en 2010.





Une performance relative favorable

L'économie montréalaise ayant démarré en trombe cette année, ses indicateurs se comparent de plus en plus favorablement à ceux de ses voisines. Le taux d'emploi (61,5 % au troisième trimestre 2010), qui dépasse le taux américain (58,5 %) depuis près de deux ans, s'est rapproché des taux canadien (61,9 %) et torontois (62,6 %). Le taux de chômage (8,5 %), longtemps le plus élevé des grandes régions métropolitaines nord-américaines, est maintenant inférieur aux taux américain (9,6 %) et torontois (9,2 %), mais dépasse encore le taux canadien (8 %).

Base de croissance fragile

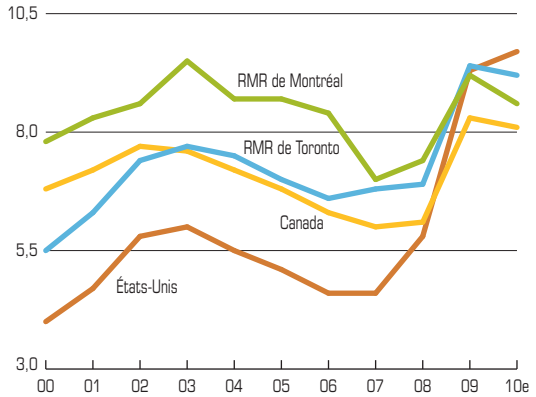
La croissance de l'emploi est cependant moins solide qu'il n'y paraît. Près de 60 % de la croissance de l'emploi se fait dans les postes à temps partiel. La poussée de l'emploi est concentrée dans un nombre limité de secteurs. Près des deux tiers de la hausse de l'emploi proviennent du commerce de détail et du secteur bancaire.

Les consommateurs, qui étaient le principal soutien de la croissance au cours des années 2000, ainsi que lors de la poussée du début de l'année, donnent des signes d'essoufflement. Salaires, confiance et achats plafonnent. Les faillites personnelles ont même recommencé à croître.

La réfection des infrastructures publiques continue à stimuler l'activité économique. Avec la construction de condos, elle compense la faiblesse des investissements des entreprises.

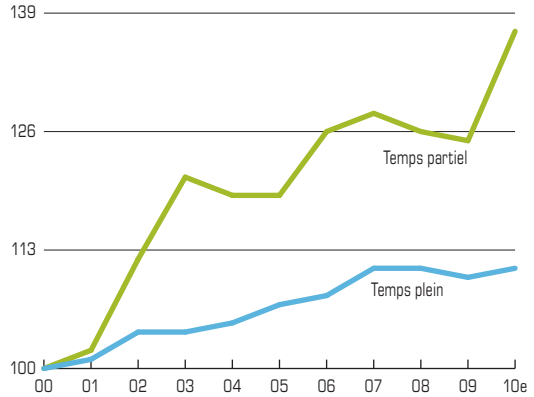
1 Données de 2010 estimées le 15 octobre 2010.

Taux de chômage
%



Sources : Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada
e : estimation

Emploi dans la RMR de Montréal
Indice, 2000 = 100

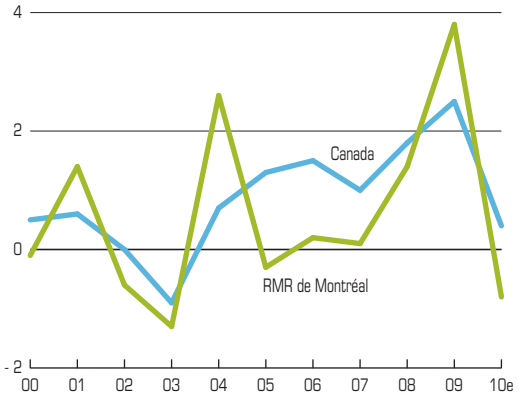


Source : Statistique Canada
e : estimation

Les salaires au point mort

Après deux années de forte croissance, les salaires ont cessé de grimper. Le salaire hebdomadaire moyen, qui augmentait de 3,5 % en dollars constants en 2009, diminue de 0,9 % en 2010. Ce changement de cap provient vraisemblablement de la forte croissance de secteurs à faible rémunération, comme le commerce de détail et les loisirs. La poussée de l'emploi financier s'est probablement faite dans le service à la clientèle, où les salaires sont modestes.

Salaire hebdomadaire moyen
Variation en dollars constants, %



Source : Statistique Canada
e : estimation

Indicateurs économiques annuels de la RMR de Montréal

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	3 500,2	3 534,1	3 571,3	3 601,5	3 629,7	3 655,8	3 685,0	3 721,4	3 765,1	3 814,7	3 869,0
Population (limites de 2001)	000	3 475,5	3 508,9	3 545,8	3 575,4	3 602,6	3 628,0	3 656,3	3 692,2	3 735,1	3 784,0	3 838,0
Migration nette	000	19,1	23,4	27,6	19,6	18,5	16,2	16,8	19,6	25,5	30,1	35,0
Marché du travail	Moyenne											
Population active	000	1 819,7	1 853,5	1 928,3	1 975,9	1 975,9	1 997,3	2 026,7	2 045,5	2 052,6	2 070,3	2 121,3
Emploi	000	1 677,2	1 699,9	1 763,3	1 788,3	1 804,6	1 823,5	1 856,9	1 902,6	1 900,1	1 880,4	1 939,1
Taux d'emploi	%	60,1	60,1	61,6	61,8	61,6	61,5	61,8	62,7	62,0	60,6	61,7
Taux de chômage	%	7,8	8,3	8,6	9,5	8,7	8,7	8,4	7,0	7,4	9,2	8,6
Assurance-chômage[1]	000	50,6	54,4	58,5	60,4	58,4	53,7	53,2	49,7	46,0	62,7	60,4
Aide sociale[2,e]	000	95,5	90,0	88,5	86,1	83,4	79,1	76,7	76,6	75,9	78,6	79,1

Indicateurs économiques annuels de la RMR de Montréal (suite)

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Emploi sectoriel	Moyenne											
Primaire et services publics	000	25	21	24	25	21	22	26	28	23	23	20
Construction	000	57	57	69	70	69	81	79	86	97	85	99
Fabrication	000	310	311	314	289	298	285	268	243	242	248	242
Biens non durables		149	158	149	152	150	145	133	119	118	120	124
Biens durables		161	153	165	136	146	142	135	124	124	128	118
Commerce de gros	000	80	71	72	83	91	87	87	104	91	96	90
Commerce de détail	000	198	208	222	234	225	231	233	237	225	216	240
Transport et entreposage	000	88	95	83	92	94	83	89	91	99	92	84
Finance, assurances, imm. et location	000	104	103	112	117	123	117	130	136	132	125	139
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	127	136	138	138	149	150	160	172	175	179	193
Gestion et soutien à la gestion	000	63	60	73	65	61	74	82	81	73	75	79
Enseignement	000	107	108	120	124	117	132	132	137	133	135	132
Santé et assistance sociale	000	176	182	191	200	210	205	222	211	223	223	235
Information, culture et loisirs	000	90	99	103	98	102	107	102	107	111	109	112
Hébergement et restauration	000	94	93	87	100	93	99	96	108	114	107	112
Autres services	000	78	71	71	76	76	76	72	82	82	84	80
Administration publique	000	81	86	86	79	77	76	78	78	81	82	84
Immobilisations	Total											
RMR de Montréal	M$		20 348	19 761	18 713	23 915	23 408	23 704	25 696	26 600	25 722	25 551
• Construction			10 640	11 021	11 534	14 571	14 232	14 267	15 842	16 949	17 235	16 680
Machines et équipement			9 708	8 740	7 180	9 345	9 176	9 438	9 855	9 652	8 486	8 872
• Privées			16 623	15 630	14 285	19 087	18 611	19 094	20 182	20 181	17 691	16 792
Publiques			3 725	4 131	4 428	4 828	4 797	4 610	5 514	6 419	8 031	8 760
• Manufacturier et construction			3 121	2 622	2 280	2 265	2 372	2 282	2 175	2 365	1 968	1 981
Services			10 695	9 819	8 495	11 408	11 713	12 103	13 554	14 008	13 722	14 009
Grande région de Montréal[3]	M$	21 650	23 397	24 831	25 310	30 273	29 575	30 471	32 369	33 400	32 605	32 561
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	12 766	13 300	20 554	24 321	28 673	25 317	22 813	23 233	21 927	19 251	22 000
Propriété absolue		7 551	7 868	11 600	11 702	12 177	9 872	9 224	9 949	8 953	7 652	8 500
Copropriété		3 539	3 763	5 687	7 893	10 053	8 758	8 050	7 361	8 280	7 657	10 700
Locatif et autres		1 676	1 669	3 267	4 726	6 443	6 687	5 539	5 923	4 694	3 942	2 800
Permis de construction	M$ 2002	3 390	4 327	4 604	5 146	5 762	5 153	5 130	5 334	4 947	4 369	5 320
Résidentiel		1 721	1 945	2 731	3 366	4 023	3 611	3 358	3 331	3 285	2 823	3 710
Commercial		814	1 530	1 009	1 055	920	843	1 032	1 097	1 052	879	840
Industriel		518	489	327	243	292	388	308	359	250	196	180
Institutionnel et gouvernemental		337	364	537	482	527	310	432	547	360	471	590
Permis de construction	M$	3 240	4 218	4 604	5 278	6 233	5 840	6 034	6 498	6 411	5 802	7 148
Résidentiel		1 638	1 892	2 731	3 453	4 357	4 095	3 955	4 064	4 247	3 732	4 971
Commercial		784	1 494	1 009	1 082	991	951	1 209	1 328	1 368	1 178	1 141
Industriel		494	477	327	250	319	446	368	444	333	271	249
Institutionnel et gouvernemental		323	355	537	493	566	347	502	662	463	621	786
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	29 914	34 448	36 826	35 892	36 574	37 158	38 016	43 543	40 417	41 932	41 800
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	1,5	0,6	0,7	1,0	1,5	2,0	2,7	2,9	2,4	2,5	2,7
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	11,1	12,8	13,6	14,1	13,9	12,6	11,9	9,4	8,2	10,2	10,5
Grand centre-ville	%, fin	8,6	11,1	11,7	12,5	13,0	11,6	10,1	6,9	5,7	8,7	8,8
Périphérie et banlieue	%, fin	15,8	16,2	17,5	17,4	15,5	14,4	15,4	14,1	12,8	12,9	13,5
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin	2,2	4,0	6,7	7,6	7,6	7,5	7,7	8,2	9,0	10,4	10,4
Prix et taux d'intérêt	Moyenne											
Prix à la consommation, indice	2002=100	95,7	98,0	100,0	102,4	104,4	106,7	108,6	110,3	112,6	113,4	114,5
Hausse en 1 an	%	2,3	2,4	2,0	2,4	1,9	2,2	1,8	1,6	2,1	0,7	0,9
Salaire hebdomadaire moyen	$	597,2	620,1	629,2	635,7	665,0	678,0	691,5	703,3	728,1	758,8	759,7
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	132,3	137,9	158,2	188,0	213,1	227,2	238,0	251,5	260,7	272,0	292,0
Loyer, logement de 2 chambres	$	509	529	552	575	594	616	636	647	659	669	679
Prêts hypothécaires, 5 ans	%, fin	7,95	6,85	6,70	4,50	6,50	6,30	6,45	7,54	6,75	5,49	5,30
Autres												
Ventes au détail	Total, M$	30 350e	31 420e	33 050e	34 850e	36 187	38 047	39 317	40 649	41 844	41 917	44 100
Dollars constants	M$ 2002	31 714e	32 061e	33 050e	34 033e	34 662	35 658	36 204	36 854	37 162	36 964	38 515
Faillites personnelles	Nombre	11 563	12 096	10 869	11 212	11 397	11 147	11 791	12 288	13 909	16 770	14 400
Faillites commerciales	Nombre	1 231	1 172	989	938	875	791	904	958	1 137	1 095	920
Trafic du port, total	M tonnes	20,73	19,12	18,72	20,78	23,64	24,34	25,11	26,02	27,02	23,79	23,80
Conteneurs	M tonnes	9,21	8,72	9,45	9,76	10,85	11,14	11,34	12,41	13,32	11,27	12,20
Trafic des aéroports[4]	M pass.	10,24	9,86	9,10	9,26	10,68	11,25	11,82	12,82	12,81	12,22	13,00
Taux d'occupation des hôtels	%	71,3	67,9	68,4	64,5	66,7	67,4	67,6	67,1	65,1	60,5	63,8

1. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
2. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
3. Île de Montréal, Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie.
4. Nombre de passagers non payants estimé avant 2007.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis, Banque du Canada, Industrie Canada, Port de Montréal, Aéroports de Montréal, Ass. des hôtels du Grand Montréal.

Secteurs économiques

Poussée des services à la consommation

L'accélération de l'emploi provient en premier lieu des services à la consommation, qui augmentent leurs effectifs de 5 % en 2010. Le commerce de détail compte pour plus de 40 % de la hausse de l'emploi total. Ses effectifs, qui étaient demeurés presque inchangés depuis 2002, bondissent de 11 % en 2010. Les loisirs et la restauration sont également en expansion (+ 18 % et + 4 % respectivement).

Ce ne sont pas tous les services à la consommation qui croissent. Les hôtels, qui dépendent davantage du tourisme, embauchent peu, malgré la hausse de leur clientèle cette année. Les services d'information sont en contraction en 2010 (- 8 %). Les médias sont en restructuration sous la pression de la concurrence d'Internet, que la récession a intensifiée. Dans les télécommunications, l'emploi est volatil, fluctuant selon l'intensité de la concurrence et l'entrée de nouveaux fournisseurs. Le créneau des jeux vidéos semble cependant en croissance selon la plupart des nouvelles émises, mais il n'y a pas de statistiques officielles pour le confirmer.

L'emploi dans le secteur connu comme les « autres services » diminue de 4 % en 2010. La main-d'œuvre recule surtout dans les services de réparation et d'entretien (de véhicules et de machines) et les ménages privés, des secteurs qui avaient crû en 2009. La raison n'est pas claire, hormis la volatilité naturelle des estimés de l'Enquête sur la population active. Ces secteurs ont subi la réduction de près de la moitié du réseau de concessionnaires de General Motors en 2009. Cette restructuration a lancé des mouvements de personnel vers et hors des ateliers de réparation de véhicules automobiles.

La poussée de l'emploi dans les services à la consommation s'est produite pendant la première moitié de l'année. Le recul des ventes du printemps a obligé les magasins à licencier du personnel au troisième trimestre.

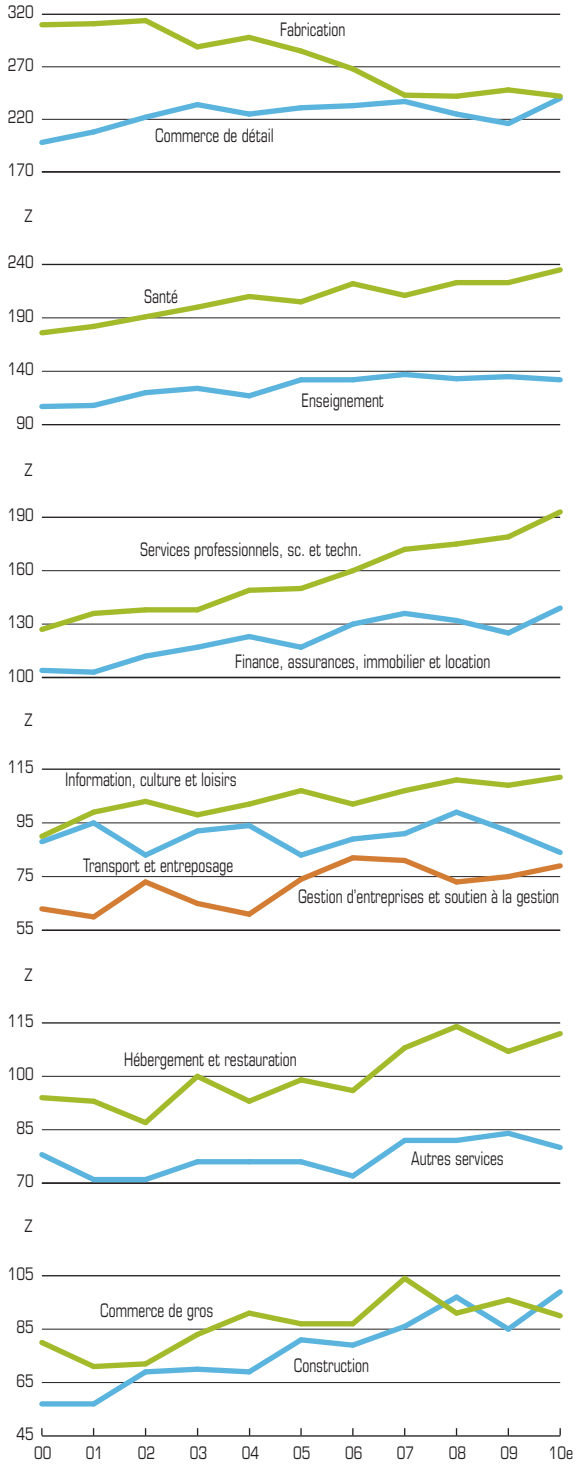
Boom financier

Quoique lié d'abord à la consommation, l'emploi a également bénéficié de la croissance de certains services à la production : la finance, les services informatiques et le génie. En tout, les services à la production progressent de 3 % en 2010.

La reprise de l'industrie financière se poursuit. L'emploi grimpe de 11 % dans les services financiers et immobiliers. La croissance est concentrée dans la finance, c'est-à-dire le secteur bancaire. L'élément le plus surprenant de la reprise montréalaise est le boom de l'emploi des banques après la crise financière de 2008. Les effectifs de la finance ont grimpé de manière continue pendant un an depuis le creux du deuxième trimestre 2009.

En fait, la croissance est plus liée à la consommation qu'à la production. Les taux d'intérêt faibles stimulent les prêts à la consommation et les hypothèques, compensant la faiblesse des marchés de capitaux. La force de l'économie permet aux banques de réduire leurs provisions pour mauvaises créances. L'emploi semble croître aussi dans des activités financières connexes, comme la bourse, le financement des ventes à crédit, et les réseaux électroniques de transfert de fonds. Cela dit, comme le commerce de détail, la finance a commencé à perdre des effectifs au troisième trimestre.

Emploi, grands secteurs, RMR de Montréal
En milliers



Source : Statistique Canada

e : estimation

Expansion du génie et des services informatiques

Les services professionnels augmentent leurs effectifs de 8 % en 2010. Les dépenses d'infrastructure alimentent le carnet de commandes des sociétés de génie-conseil. SNC-Lavalin a obtenu le projet de partenariat public-privé du Centre universitaire de santé McGill, ce qui ajoutera 1,6 G$ à son carnet de commandes.

Les services informatiques sont en demande dans les conjonctures difficiles. Dans la foulée d'une récession, les entreprises s'efforcent souvent d'améliorer leur productivité. Un des moyens privilégiés consiste à confier leurs besoins informatiques à des sociétés spécialisées.

Cependant, les difficultés des sociétés pharmaceutiques et papetières freinent les sièges sociaux et les laboratoires de la métropole. Le coût croissant pour développer un nouveau médicament incite les producteurs pharmaceutiques à rationaliser leurs services de R-D. La société Merck a annoncé qu'elle fermerait d'ici la fin de l'année le centre de recherche situé à son siège social canadien, à Kirkland.

Recul du transport et de la distribution

Malgré les difficultés du transport aérien, le transport et la distribution s'étaient bien tirés d'affaire pendant la récession. En 2010, cependant, les effectifs reculent de 9 % en transport et de 7 % dans le commerce de gros. Dans le transport, le soutien au transport et les postes et messageries sont les créneaux qui se contractent le plus. Dans l'entretien aéronautique, la société ExelTech a fermé ses portes en juin, mettant à pied la plupart de ses 550 employés à Montréal et à Québec. Aveos a mis à pied 400 machinistes, dont 100 à Montréal.

La reprise du trafic aérien permet la réembauche en transport au cours de la deuxième moitié de l'année.

Construction de routes et de logements

Les projets publics d'infrastructure et les chantiers de condos font grimper de 16 % l'emploi dans la construction. Les effectifs reviennent à leur niveau d'avant la récession.

Hôpitaux et cabinets de médecins embauchent

La santé s'est remise à embaucher à la fin de 2009, surtout les hôpitaux et les établissements de soins ambulatoires. Les effectifs grimpent de 6 % en 2010. Les garderies, en forte croissance pendant la majeure partie de la décennie, font la pause.

L'emploi diminue de 3 % dans l'enseignement. Les institutions postsecondaires perdent des effectifs continuellement depuis 2006. Les écoles primaires et secondaires, qui ont continué d'embaucher en 2009 malgré la baisse de leur clientèle, plafonnent en 2010.

Industries manufacturières

Stabilité manufacturière

L'industrie manufacturière a presque échappé aux effets de la récession. Soutenu initialement par la production d'avions et d'aliments, l'emploi manufacturier avait même augmenté de 2,4 % en 2009. Cette année, il diminue de 2 %. Les industries qui embauchaient hier mettent à pied aujourd'hui. L'emploi recule de plus de 15 % dans le matériel de transport et dans les aliments et les boissons.

L'aéronautique a du plomb dans l'aile

L'aéronautique, qui était jusqu'à la mi-2009 le principal soutien du manufacturier, réduit ses effectifs en 2010. Ce recul devrait, cependant, être de courte durée. Après avoir atteint un creux au troisième trimestre 2009, les livraisons de produits aérospatiaux remontent. La reprise graduelle du trafic aérien permet le retour des commandes d'avions. Les fabricants se préparent à augmenter la cadence de production. Cependant, des investissements majeurs se poursuivent, notamment le développement de la CSeries chez Bombardier Aéronautique et de moteurs plus performants chez Pratt & Whitney Canada.

Croissance interrompue des industries chimique, plastique et métallique

Les sources de croissance de l'industrie manufacturière ont changé. Depuis l'automne 2009, la fabrication est soutenue par les investissements publics en infrastructure et la reprise de la production nord-américaine d'automobiles.

La croissance s'est déplacée de l'aéronautique et des aliments vers la fabrication de produits chimiques, plastiques et métalliques. La construction publique stimule la demande de métaux et de plastiques. Une hausse des exportations de produits pharmaceutiques, causée vraisemblablement par la prévention de la pandémie A (H1N1), stimule l'embauche.

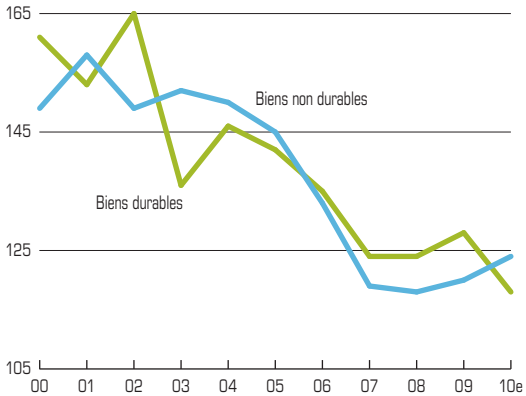
Cela dit, le ralentissement économique observable depuis l'été et le retour du taux de change à la parité contribuent à réduire les exportations et la main-d'œuvre manufacturière pendant la deuxième moitié de 2010. Le bilan annuel est une croissance modérée de l'emploi dans les industries chimiques et plastiques et un recul dans celles des métaux et des machines.

Remontée du vêtement et des produits électroniques

Le fait le plus surprenant de l'année a été le retournement de l'emploi dans les industries des produits électroniques et du textile et du vêtement, qui s'étaient contractées pendant la dernière décennie. Dans le cas des produits électroniques, les livraisons (québécoises) sont en baisse en 2010, ce qui suggère que la reprise de l'emploi est temporaire.

Emploi, fabrication, RMR de Montréal

Milliers



Source : Statistique Canada

e : estimation

Secteurs régionaux

Relance de l'île de Montréal et de Laval

La relance de 2010 s'est produite majoritairement dans l'île de Montréal, là où la récession avait frappé le plus fort à la fin de 2008, ainsi qu'à Laval. Le taux d'emploi grimpe de 1,9 point de pourcentage dans l'île de Montréal et de 0,8 point à Laval, tandis qu'il reste presque inchangé dans les couronnes (Longueuil inclus).

De plus, la qualité de l'emploi s'améliore davantage dans l'île de Montréal et à Laval. Le taux d'emploi à temps plein y grimpe de 0,4 point de pourcentage, à 47,3 %, et de 0,2 point à Laval, à 50,1 %, tandis qu'il baisse de 0,4 point dans les couronnes, à 52,8 %.

Les couronnes sont remarquables par leur stabilité. Leurs résidents n'ont pas subi de mises à pied significatives pendant la récession et bénéficient depuis d'une progression faible de l'emploi.

Poussée des services aux entreprises dans l'île de Montréal

À Montréal, la reprise provient des services à la production et des services parapublics. L'emploi dans les services publics et parapublics saute de 11 % en 2010. Les institutions de santé, concentrées sur l'île de Montréal, embauchent. Même les effectifs en enseignement augmentent légèrement.

Les services à la production augmentent leurs effectifs de 6 % en 2010. Tous les services à la production sauf le soutien à la gestion embauchent. La forte poussée des services financiers se produit dans l'île de Montréal. De plus, le transport semble reprendre sur l'île alors qu'il perd des effectifs dans le reste de la région métropolitaine.

Les services à la consommation se contractent de 1 %. Il est vrai que le commerce augmente ses effectifs, quoique plus faiblement que dans le reste de la région métropolitaine. Par contre, les autres services à la consommation diminuent, en particulier les autres services (réparation et soins personnels) et les services d'information. L'industrie manufacturière continue à se contracter, suivant en cela les tendances de la décennie. Les pertes des aliments et du matériel de transport dépassent les gains réalisés dans le vêtement et les produits électroniques.

Services professionnels, fabrication et santé en expansion à Laval

La bonne tenue des services aux entreprises avait amoindri les pertes d'emplois à Laval pendant la récession. Au début de l'année, une forte embauche dans les services professionnels et une remontée de la fabrication assurent la poursuite de la reprise. Laval bénéficie aussi de la croissance des services de santé en 2010.

Restructuration de la distribution à Laval

Laval subit des mises à pied dans la distribution, qui constitue l'un des principaux domaines de spécialisation. Le commerce de gros n'est pas distingué dans les estimations courantes de l'Enquête sur la population active à Laval parce qu'il y est jumelé au commerce de détail. Les pertes des grossistes dépassent les gains des détaillants, ce qui réduit les effectifs du commerce dans le tableau des indicateurs de Laval. La distribution traverse une période de restructuration à Laval, provoquant une contraction de l'emploi en commerce depuis 2005.

Les autres services à la consommation – surtout l'information, les loisirs et la restauration – et l'enseignement perdent des effectifs en 2010.

Indicateurs économiques annuels de l'île de Montréal

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	1 832,9	1 850,5	1 866,9	1 873,1	1 874,6	1 873,6	1 873,6	1 881,7	1 897,3	1 906,8	1 921,0
Migration nette	000	13,0	15,0	12,4	3,5	1,7	- 0,3	- 0,4	- 0,5	6,8	12,9	17,0
Marché du travail	Moyenne											
Population active	000	923,1	959,4	983,7	1 011,1	1 011,1	1 031,1	1 045,5	1 038,6	1 046,9	1 033,6	1 053,2
Emploi	000	834,2	862,7	886,4	895,6	906,5	920,3	940,2	950,0	956,2	918,4	951,8
Taux d'emploi	%	55,3	56,6	57,6	58,0	58,3	58,6	59,4	59,7	60,1	57,5	59,4
Taux de chômage	%	9,6	10,1	9,9	11,4	10,3	10,8	10,1	8,5	8,7	11,1	9,6
Indicateur de dépendance sociale[1]	%	7,76	7,63	7,71	7,61	7,35	6,86	6,54	6,33	6,15	6,92	6,77
Assurance-chômage[2]	000	26,5	29,1	31,3	31,8	30,8	27,8	26,7	24,3	22,6	30,8	29,5
Aide sociale[3]	000	71,6	68,7	68,4	66,9	64,7	61,4	58,9	58,9	58,1	59,8	59,1
Emploi selon le lieu de travail	000		1 112,8	1 132,1	1 140,6	1 136,7	1 136,2	1 145,6	1 150,0	1 135,4	1 115,4	
Emploi sectoriel	Moyenne											
Primaire et services publics	000	6,4	6,6	8,7	9,2	6,6	8,5	7,7	9,0	7,2	6,8	7,1
Construction	000	19,5	19,3	24,3	26,3	24,1	29,5	29,0	28,8	32,9	30,4	32,2
Fabrication	000	155,2	164,8	158,4	138,0	146,3	138,7	123,7	118,9	108,6	102,9	98,0
Commerce	000	122,5	132,9	132,1	148,8	151,2	150,9	152,2	155,2	140,0	140,0	147,7
Transport et entreposage	000	36,6	37,6	39,3	43,7	47,2	37,0	40,1	44,3	49,2	40,3	41,1
Finance, assurances, imm. et location	000	51,3	50,5	56,3	62,2	64,7	59,3	67,5	65,3	69,5	67,5	79,4
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	78,0	78,4	82,0	81,9	85,1	86,2	96,1	106,9	105,3	102,3	108,9
Gestion et soutien à la gestion	000	30,6	36,3	43,4	38,4	34,3	44,6	47,6	43,1	39,6	40,7	36,2
Enseignement	000	60,7	55,6	62,6	69,0	68,3	67,7	73,8	72,6	76,7	76,4	78,1
Santé et assistance sociale	000	98,0	95,9	94,4	96,5	100,6	104,2	110,8	105,0	113,5	108,6	124,4
Information, culture et loisirs	000	49,3	61,1	67,8	54,0	59,4	66,5	61,8	65,1	69,1	68,7	64,6
Hébergement et restauration	000	51,8	52,5	47,9	56,4	47,4	54,8	58,9	62,7	68,6	57,6	57,5
Autres services	000	36,3	33,6	34,2	38,2	39,7	38,2	39,4	39,1	39,8	42,6	36,2
Administration publique	000	38,1	37,8	35,0	33,1	31,8	34,2	31,5	34,2	36,3	33,7	40,4
Immobilisations	Total											
Total	M$	12 456	11 750	10 823	10 661	12 415	11 718	11 005	11 228	11 836	11 742	11 951
• Construction		4 756	5 011	4 962	5 394	6 692	6 055	5 623	5 716	6 184	6 398	6 223
Machines et équipement		7 700	6 740	5 861	5 266	5 723	5 663	5 383	5 512	5 652	5 344	5 727
• Privées		9 961	9 196	8 148	7 513	8 850	8 427	7 976	8 020	8 228	7 330	6 771
Publiques		2 495	2 554	2 675	3 148	3 566	3 291	3 029	3 208	3 609	4 412	5 180
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	4 201	4 016	5 634	7 354	10 812	8 535	6955	6 898	5 868	5 364	7 800
Permis de construction	M$ 2002	1 555	2 121	1 857	2 083	2 304	1 892	1 837	1 800	1 561	1 504	1 910
Résidentiel		578	638	778	1 050	1 332	1 049	934	848	782	712	1 020
Commercial		487	1049	573	593	486	426	503	496	507	465	450
Industriel		316	198	149	101	138	169	119	132	85	101	30
Institutionnel et gouvernemental		174	236	356	338	349	247	281	324	186	226	410
Permis de construction	M$	1 487	2 069	1 857	2 136	2 491	2 142	2 158	2 190	2 024	2 002	2 555
Résidentiel		550	621	778	1 077	1 442	1 190	1 100	1 035	1 012	941	1 362
Commercial		469	1025	573	608	524	481	589	600	659	623	611
Industriel		302	193	149	104	150	195	142	163	113	139	38
Institutionnel et gouvernemental		167	230	356	346	374	277	326	391	240	298	543
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	12 251	13 738	14 570	14 379	14 592	14 728	14 756	17 006	15 690	16 350	16 243
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	160,9	168,9	195,4	233,5	263,2	276,2	291,2	304,0	313,0	328,3	357,8
Loyer, logement de 2 chambres	$	514	535	562	583	599	625	645	661	671	681	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	1,6	0,6	0,8	1,1	1,7	2,1	3,0	3,1	2,5	2,6	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	10,8	12,8	13,3	13,8	13,8	12,8	12,2	9,6	8,2	10,4	10,7
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin					7,5	7,7	7,7	8,4	9,0	10,3	10,5
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	5 830	6 047	5 705	6 049	6 187	5 839	6 305	6 640	7 218	8 613	7 500
Faillites commerciales	Nombre	676	625	577	551	471	432	508	595	657	611	490

1. Indicateur de dépendance sociale = 100 × (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans.
2. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
3. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis, Industrie Canada.

Indicateurs économiques annuels de Laval

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	346,3	350,3	354,8	359,2	363,4	367,9	372,4	378,3	384,6	391,9	399,9
Migration nette	000	2,2	3,0	3,3	3,6	3,8	3,5	3,9	3,7	4,4	4,8	5,5
Marché du travail	Moyenne											
Population active	000	181,8	183,2	191,0	194,7	196,8	197,4	200,8	214,0	217,9	213,6	221,2
Emploi	000	169,9	170,0	174,8	178,0	180,6	181,7	187,5	203,0	203,3	197,5	203,5
Taux d'emploi	%	61,2	60,3	61,0	61,1	61,1	60,6	61,6	65,7	64,8	61,9	62,7
Taux de chômage	%	6,5	7,2	8,5	8,6	8,2	7,9	6,6	5,2	6,7	7,6	8,0
Indicateur de dépendance sociale[1]	%	4,13	3,95	3,99	3,93	3,74	3,51	3,53	3,43	3,29	4,03	4,05
Assurance-chômage[2]	000	4,81	5,05	5,45	5,60	5,33	5,07	5,06	4,86	4,58	6,34	6,23
Aide sociale[3]	000	5,00	4,45	4,26	4,10	4,03	3,85	3,96	4,04	4,06	4,37	4,66
Emploi des entreprises	000		118,4	123,5	125,9	130,8	133,2	137,2	142,8	140,5	142,2	
Emploi sectoriel	Moyenne											
Primaire et services publics	000	1,3	2,5	3,7	2,8	1,7	3,8	7,4	2,9	2,9	2,7	1,9
Construction	000	6,0	9,6	12,2	7,5	9,1	7,2	8,4	8,7	10,8	10,3	10,1
Fabrication	000	32,5	26,7	28,3	30,9	28,2	26,2	28,4	30,2	23,6	22,6	26,1
Commerce	000	36,7	32,3	35,2	30,2	35,7	41,7	30,6	42,9	37,8	35,9	33,0
Transport et entreposage	000	11,8	9,5	9,9	8,7	8,3	8,5	9,6	9,2	10,7	10,2	8,0
Finance, assurances, imm. et location	000	12,1	9,0	10,9	12,8	13,3	9,1	12,7	14,7	14,2	14,6	16,6
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	8,8	10,3	10,0	11,4	11,4	12,8	14,9	13,8	16,3	15,5	23,6
Gestion et soutien à la gestion	000	5,7	5,7	6,0	7,6	5,9	6,5	7,2	10,7	8,8	8,3	8,3
Enseignement	000	7,9	9,8	7,9	9,5	9,9	10,6	11,4	14,1	11,4	15,5	11,5
Santé et assistance sociale	000	14,2	22,6	21,3	22,3	21,4	17,6	23,1	21,5	24,3	21,9	29,5
Information, culture et loisirs	000	6,6	5,7	7,0	8,3	7,3	9,1	8,9	8,0	12,2	9,8	8,8
Hébergement et restauration	000	12,6	11,1	7,8	11,4	11,2	9,9	8,8	8,4	9,6	10,2	9,1
Autres services	000	6,8	7,3	6,7	6,3	7,0	8,0	6,2	9,0	9,7	8,1	8,6
Administration publique	000	7,1	7,8	7,9	8,4	10,3	10,6	10,1	9,1	11,1	12,3	8,3
Immobilisations	Total											
Total	M$	1 188	1 653	1 743	1 654	2 380	2 413	2 639	3 185	3 447	3 120	2 784
• Construction		803	1 054	1 174	1 133	1 813	1 778	1 829	2 061	2 472	2 474	2 180
Machines et équipement		385	598	569	522	567	635	810	1 124	974	645	603
• Privées		928	1 344	1 314	1 396	2 113	2 160	2 291	2 830	2 883	2 196	2 085
Publiques		259	309	429	258	267	253	348	355	564	924	699
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	1 975	2 017	2 518	2 752	3 065	2 906	3 060	2 977	3 234	3 067	2 000
Permis de construction	M$ 2002	427	465	458	581	783	702	648	767	772	633	670
Résidentiel		234	249	301	387	604	551	461	500	579	453	560
Commercial		128	134	116	146	106	109	102	160	156	91	60
Industriel		37	59	31	28	22	34	26	71	20	18	20
Institutionnel et gouvernemental		28	23	10	20	52	8	60	35	17	72	30
Permis de construction	M$	408	453	458	596	848	796	763	935	1 000	839	904
Résidentiel		223	242	301	397	654	625	543	610	748	599	752
Commercial		123	131	116	149	114	123	119	194	203	121	84
Industriel		35	58	31	29	24	39	31	88	26	24	30
Institutionnel et gouvernemental		26	22	10	20	56	9	69	43	22	95	38
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	3 667	4 329	4 232	4 382	4 372	4 573	4 514	4 852	4 586	4 743	4 906
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	111,0	116,2	137,4	164,0	184,7	198,9	215,4	231,1	241,1	250,8	271,9
Loyer, logement de 2 chambres	$	513	525	546	563	590	592	616	614	640	641	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin	1,0	0,5	0,5	0,7	0,8	1,8	2,0	2,7	2,4	1,7	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	14,1	7,4	11,5	13,9	11,1	10,7	9,8	9,7	7,6	7,6	7,2
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin					6,5	6,6	10,1	8,8	11,0	10,8	9,5
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	1 084	1 164	1 014	1 068	981	1 024	1 090	1 223	1 434	1 697	1 400
Faillites commerciales	Nombre	107	115	90	86	69	87	109	110	131	122	90

1. Indicateur de dépendance sociale = 100 × (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans.
2. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
3. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis, Industrie Canada.

Indicateurs économiques annuels des couronnes (Longueuil inclus)

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Marché du travail	Moyenne											
Population active	000	714,8	710,9	753,6	770,1	768,0	768,8	780,4	792,9	787,9	823,1	846,8
Emploi	000	673,1	667,2	702,1	714,7	717,5	721,5	729,1	749,6	740,6	764,6	783,8
Taux d'emploi	%	66,9	65,4	67,6	67,4	66,6	65,8	65,3	66,0	63,8	64,4	64,4
Taux de chômage	%	5,8	6,1	6,8	7,2	6,6	6,1	6,5	5,5	6,0	7,1	7,4
Emploi des entreprises	000		391,5	416,0	424,3	435,9	448,6	460,9	493,9	508,4	508,2	
Emploi sectoriel	Moyenne											
Primaire et services publics	000	16,9	11,8	11,8	12,6	12,7	9,9	11,3	16,6	13,2	13,5	10,8
Construction	000	31,7	27,9	32,3	35,9	35,9	44,3	41,2	48,6	53,5	44,8	56,7
Fabrication	000	122,1	119,7	126,8	120,4	123,0	120,5	116,4	94,0	109,6	122,1	117,3
Commerce	000	118,3	113,9	126,9	137,9	128,8	124,9	137,0	142,8	138,2	136,6	149,5
Transport et entreposage	000	39,2	47,7	33,4	39,7	38,4	37,2	39,2	38,0	38,7	41,4	34,5
Finance, assurances, imm. et location	000	40,5	43,6	45,1	41,5	45,3	48,3	49,5	56,2	48,3	42,7	42,3
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	40,2	46,8	45,6	44,4	52,0	50,8	49,0	51,2	53,1	61,6	60,0
Gestion et soutien à la gestion	000	26,4	18,4	23,1	18,6	20,5	22,6	27,2	27,4	24,9	26,0	34,2
Enseignement	000	38,1	42,2	49,6	45,0	39,1	53,5	47,3	50,4	44,6	43,2	41,8
Santé et assistance sociale	000	64,2	63,0	75,5	81,4	88,0	83,3	88,1	84,7	85,2	92,1	81,8
Information, culture et loisirs	000	34,5	31,8	28,0	36,0	35,1	31,3	31,3	34,3	29,7	31,0	38,3
Hébergement et restauration	000	30,0	29,6	30,9	32,4	34,1	33,8	28,5	36,6	35,6	39,5	45,5
Autres services	000	35,2	30,5	30,4	31,5	29,7	29,6	26,6	34,4	32,6	33,7	35,8
Administration publique	000	35,5	40,0	42,6	37,3	34,6	31,7	36,9	34,6	33,6	36,4	35,3
Immobilisations	Total											
Total	M$		6 945	7 195	6 398	9 120	9 277	10 060	11 283	11 317	10 860	10 817
• Construction			4 575	4 885	5 007	6 065	6 399	6 815	8 065	8 292	8 363	8 276
Machines et équipement			2 370	2 310	1 391	3 055	2 878	3 245	3 219	3 025	2 497	2 541
• Privées			6 083	6 168	5 376	8 125	8 023	8 827	9 332	9 070	8 165	7 936
Publiques			862	1 028	1 022	996	1 254	1 233	1 951	2 247	2 695	2 881
Autres												
Faillites personnelles	Nombre	4 649	4 885	4 150	4 095	4 229	4 289	4 259	4 425	5 257	6 460	5 500
Faillites commerciales	Nombre	448	432	322	301	335	272	281	253	349	362	340

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Industrie Canada.

Indicateurs économiques annuels de Longueuil

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	378,9	379,3	381,1	383,4	385,3	386,4	388,8	392,5	395,4	399,3	403,5
Migration nette	000	0,0	0,7	0,9	1,4	1,2	0,2	1,6	1,6	1,4	2,0	2,5
Production	000											
Emploi selon le lieu de travail	000		141,8	143,4	145,2	147,4	150,0	158,7	163,8	161,4	161,5	
Exportations, moteurs d'avions (Québec)	M$ 2002	1,98	2,20	2,08	1,92	2,41	2,65	3,19	3,88	4,18	3,04	
Indicateur de dépendance sociale[1,2]	%	5,33	5,07	5,15	5,11	4,95	4,63	4,46	4,30	4,09	4,88	4,84
Assurance-chômage[1,3]	000	4,62	4,76	5,26	5,46	5,28	4,83	4,63	4,40	3,90	5,51	5,19
Aide sociale[1,4]	000	7,47	6,75	6,51	6,26	6,14	5,88	5,70	5,62	5,63	5,88	6,08
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	1 082	1 238	2 140	2 459	2 093	2 273	2 100	2 066	2 561	2 171	2 800
Permis de construction	M$ 2002	302	389	472	511	508	485	600	660	642	594	780
Résidentiel		160	190	280	339	314	341	342	323	423	390	620
Commercial		63	106	142	112	111	97	186	173	153	103	100
Industriel		57	76	29	22	21	33	30	35	27	18	10
Institutionnel et gouvernemental		21	16	20	38	62	14	42	128	38	83	50
Permis de construction	M$	288	379	472	524	549	550	705	803	831	788	1 050
Résidentiel		153	185	280	348	340	387	403	395	547	516	832
Commercial		61	103	142	115	120	109	218	210	199	138	130
Industriel		55	74	29	23	23	38	35	43	36	25	20
Institutionnel et gouvernemental		20	16	20	39	66	16	49	155	48	110	68
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS,[5])	Nombre	2 949	3 521	3 782	3 761	3 775	3 764	3 632	5 605	5 344	5 522	5 267
Prix des résidences (SIA/MLS,[5])	000 $	116,5	119,2	134,8	156,0	180,5	194,4	210,3	235,3	245,2	256,1	274,5
Loyer, logement de 2 chambres	$	509	527	542	562	600	627	632	636	635	647	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin		0,7	0,4	0,8	1,5	1,2	2,4	3,0	2,9	2,9	
Taux d'inoccupation, bureaux	%, fin	12,3	18,1	19,8	20,6	17,1	10,1	6,7	4,0	8,1	6,6	6,8
Taux d'inoccupation, industriel	%, fin					9,6	5,5	5,8	6,6	7,0	6,6	7,3

1. Ancienne MRC de Champlain (correspond à l'agglomération de Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno-de-Montarville).
2. Indicateur de dépendance sociale = 100 × (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans.
3. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
4. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
5. À partir de 2007, ventes de Candiac et de La Prairie comprises dans l'agglomération de Longueuil et non dans la couronne Sud. Jusqu'en 2006, ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno-de-Montarville, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis.

Indicateurs économiques annuels de la couronne Nord

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	537,9	545,5	553,2	563,3	574,8	587,1	599,7	612,2	623,2	635,1	646,5
Migration nette[1]	000	4,9	5,0	6,8	9,3	10,5	11,0	10,5	10,4	7,5	6,4	6,0
Production	000											
Emploi selon le lieu de travail	000		176,8	185,4	193,1	199,3	204,5	208,9	223,3	235,7	233,4	
Indicateur de dépendance sociale[2,3]	%	4,01	3,82	3,79	3,74	3,52	3,29	3,41	3,29	3,07	3,74	3,61
Assurance-chômage[2,4]	000	7,18	7,57	8,18	8,65	8,33	7,99	8,54	8,24	7,71	10,31	9,88
Aide sociale[2,5]	000	5,65	4,87	4,40	4,07	3,94	3,77	3,85	3,95	3,97	4,22	4,46
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	3 272	3 597	5 933	6 887	7 813	7 748	7 097	6 716	5 949	4 847	5 500
Permis de construction	M$ 2002	678	883	1 084	1 185	1 311	1 205	1 260	1 192	1 144	941	1 170
Résidentiel		427	510	775	933	1 023	1 016	997	935	865	724	890
Commercial		92	186	125	138	147	92	141	146	131	122	140
Industriel		67	125	72	55	88	76	103	69	76	39	80
Institutionnel et gouvernemental		92	61	112	58	53	22	19	42	73	55	60
Permis de construction	M$	647	860	1 084	1 215	1 419	1 367	1 485	1 453	1 482	1 248	1 569
Résidentiel		407	496	775	957	1 108	1 152	1 175	1 140	1 118	958	1 189
Commercial		89	182	125	142	159	104	165	177	170	164	188
Industriel		64	122	72	56	96	87	123	85	101	54	110
Institutionnel et gouvernemental		88	60	112	60	57	24	22	51	93	72	82
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	5 598	6 535	7 442	7 047	7 265	7 450	8 307	9 792	8 918	9 002	9 233
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 $	104,7	109,2	124,0	145,2	165,2	180,9	188,6	202,4	211,2	218,5	229,3
Loyer, logement de 2 chambres	$	463	478	484	515	533	558	588	586	607	622	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin		0,3	0,3	0,1	0,4	0,6	0,9	1,0	1,0	1,4	

1. Somme des MRC de L'Assomption, Les Moulins, Deux-Montagnes, Thérèse-De Blainville, Mirabel et La Rivière-du-Nord.
2. Somme des MRC de L'Assomption, Les Moulins, Deux-Montagnes, Thérèse-De Blainville et Mirabel.
3. Indicateur de dépendance sociale = 100 x (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans.
4. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
5. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis.

Indicateurs économiques annuels de la couronne Sud

	UNITÉ	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e
Population	000	402,2	407,1	414,1	421,6	431,1	440,7	450,7	457,1	464,9	473,5	482,0
Migration nette[1]	000	2,4	3,4	5,4	6,2	8,0	7,6	6,9	6,6	4,6	3,6	3,0
Production	000											
Emploi selon le lieu de travail	000		139,5	145,8	150,7	153,5	157,5	158,1	171,2	178,4	176,7	
Indicateur de dépendance sociale[2,3]	%	3,12	3,05	3,06	3,06	2,91	2,65	2,66	2,57	2,35	2,94	2,89
Assurance-chômage[2,4]	000	6,42	6,76	7,14	7,58	7,43	6,92	7,09	6,95	6,31	8,54	8,30
Aide sociale[2,5]	000	3,84	3,39	3,20	3,01	2,85	2,66	2,63	2,59	2,58	2,79	3,08
Construction	Total											
Logements mis en chantier	Nombre	2 236	2 432	4 329	4 869	4 890	3 855	3 601	4 576	4 315	3 802	3 900
Permis de construction	M$ 2002	435	470	734	823	866	868	785	916	829	698	790
Résidentiel		324	357	597	695	753	654	623	725	636	544	620
Commercial		46	54	52	67	70	119	101	122	105	98	90
Industriel		42	30	46	35	28	76	31	52	42	21	40
Institutionnel et gouvernemental		23	28	39	26	14	19	30	18	46	35	40
Permis de construction	M$	415	457	734	844	937	985	924	1 117	1 074	925	1 070
Résidentiel		308	347	597	713	815	742	734	884	822	719	836
Commercial		45	53	52	69	76	135	118	147	137	131	127
Industriel		40	30	46	36	31	87	37	64	56	29	51
Institutionnel et gouvernemental		22	27	39	27	15	21	35	22	59	46	55
Immobilier	Total											
Ventes de résidences (SIA/MLS[6])	Nombre	5 449	6 325	6 800	6 323	6 570	6 643	6 807	6 384	5 879	6 315	6 177
Prix des résidences (SIA/MLS[6])	000 $	116,4	122,3	138,0	161,9	186,2	202,2	213,0	213,4	224,0	230,3	243,1
Loyer, logement de 2 chambres	$	493	520	536	563	586	589	604	606	629	640	
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%, fin		0,7	0,4	0,6	0,4	1,0	0,8	1,3	0,6	1,9	

1. Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon, Vaudreuil-Soulanges et Beauharnois-Salaberry.
2. Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
3. Indicateur de dépendance sociale = 100 × (bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi) ÷ population de 15 à 64 ans.
4. Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
5. Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
6. À partir de 2007, ventes de Candiac et de La Prairie comprises dans l'agglomération de Longueuil et non dans la couronne Sud. Jusqu'en 2006, ventes totales de Boucherville et Saint-Bruno-de-Montarville, et ventes de plex de Brossard, Greenfield-Park et Saint-Lambert comprises dans la couronne Sud et non dans Longueuil.

e. Estimation réalisée le 15 octobre 2010.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Chambre immobilière du Grand Montréal, CB Richard Ellis.

Couronnes : hausse des services à la consommation et de la construction

Dans les couronnes, l'emploi augmente dans les services à la consommation, la construction et le soutien à la gestion. Tous les services à la consommation embauchent : commerce, restauration, information et loisirs. Les travaux d'infrastructure et les chantiers de condos font grimper de 27 % le nombre des travailleurs de la construction. Dans le soutien à la gestion, c'est souvent le soutien à la propriété – aménagement paysager, par exemple – qui embauche dans les couronnes.

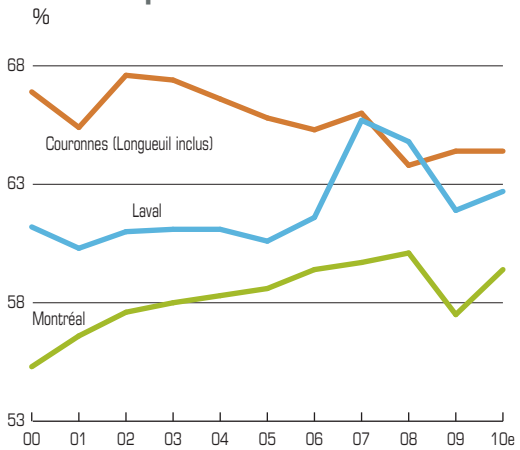
Pertes en santé, transport et fabrication

L'emploi des couronnes est freiné par le recul du transport, de la santé et de la fabrication. L'industrie manufacturière évolue en dents de scie depuis deux ans dans les couronnes, perdant en un trimestre les gains réalisés le trimestre précédent.

Reprise modérée à Longueuil

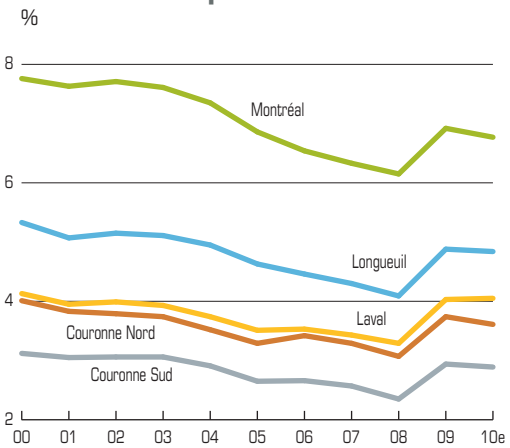
Jusqu'en 2008, Longueuil bénéficiait d'une croissance économique solide grâce à la performance de son principal employeur, le motoriste Pratt & Whitney Canada. Cependant, la baisse des commandes a forcé l'entreprise à faire des mises à pied au début de 2009. Les indicateurs disponibles laissent croire à une reprise modérée. L'indicateur de dépendance sociale change peu en 2010. Le nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage diminue de 5,8 %, une baisse supérieure à la moyenne métropolitaine (3,7 %). Les marchés immobiliers non résidentiels sont parmi les mieux équilibrés de la métropole. La demande de bureaux augmente un peu moins que l'offre, ce qui fait grimper marginalement le taux d'inoccupation des bureaux, de 6,6 % à 6,8 %. Le taux d'inoccupation industrielle est l'un des plus faibles de la région.

Taux d'emploi



Source : Statistique Canada e : estimation

Indicateur de dépendance sociale



Sources : Statistique Canada, Emploi et Solidarité sociale-Québec
e : estimation

Investissement

Hausse timide de l'investissement

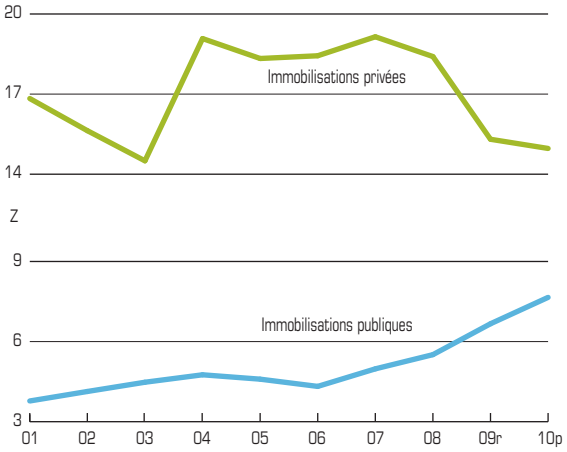
Les intentions d'investissements sont de nouveau à la hausse dans la région métropolitaine de Montréal. Après s'être contractées de 8 % en dollars constants en 2009, les immobilisations privées et publiques devraient augmenter de 3 % en 2010.

L'investissement des entreprises demeure hésitant. Cependant, les chiffres pour 2010 reflètent les intentions d'investissement des entreprises au début de l'année, qui sont vraisemblablement sous-estimées. Des projets publics ont été approuvés et lancés depuis. La construction résidentielle se maintient plus longtemps que prévu. Les chiffres devraient être révisés à la hausse l'an prochain.

Réfection des infrastructures

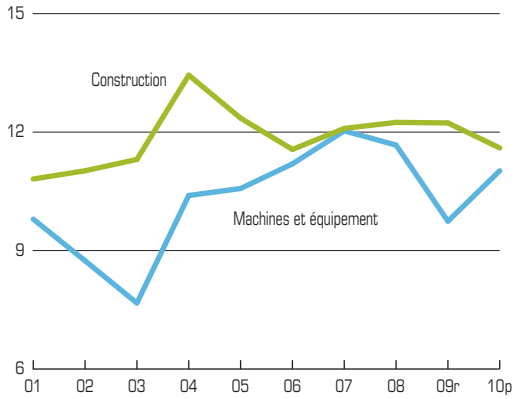
Les investissements publics fournissent le gros de la croissance pour une quatrième année consécutive. Leur principal soutien est le programme d'infrastructures lancé par le gouvernement provincial à la fin de 2007. Cependant, la hausse sera plus faible que l'an dernier, + 15 % en 2010 comparativement à + 21 % en 2009, car la majorité des travaux ont atteint leur rythme de croisière, ne donnant plus lieu à une croissance. Le principal projet qui a été lancé cette année est celui du Train de l'Est, qui accroît les dépenses d'équipement. L'investissement public est probablement sous-estimé, car il n'est pas sûr que les données comprennent les mégaprojets approuvés en cours d'année (mégahôpital du CUSM, campus de l'Université de Montréal).

Immobilisations, RMR de Montréal
Milliards de dollars de 2002



Source : Institut de la statistique du Québec
r : dépenses réelles provisoires
p : perspectives

Immobilisations, RMR de Montréal
Milliards de dollars de 2002



Source : Institut de la statistique du Québec
r : dépenses réelles provisoires
p : perspectives

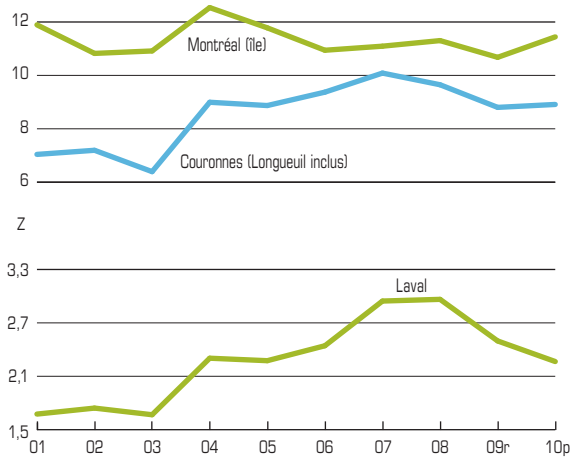
Reprise des immobilisations manufacturières

Le secteur privé n'a pas encore repris le chemin de la croissance. Les immobilisations privées continuent de reculer, mais à un rythme plus lent, - 2 % en 2010 comparativement à - 17 % en 2009.

La construction résidentielle anticipée dans l'enquête est en retrait. Cependant, l'évolution des permis de construction indique que les intentions d'investissement de 2010 pourraient être sous-estimées.

Les immobilisations manufacturières reprennent, en particulier dans la première transformation des métaux, le matériel de transport, les produits chimiques et les plastiques. Dans les services, les chantiers publics fournissent le gros de la croissance : en transport (Train de l'Est), en enseignement (achèvement de l'Université de Sherbrooke à Longueuil). Par contre, les services privés diminuent leurs investissements. Le retrait des services financiers et l'achèvement de la construction de centres commerciaux et d'hôtels dépriment également l'investissement.

Immobilisations
Milliards de dollars de 2002



Source : Institut de la statistique du Québec

r : dépenses réelles provisoires
p : perspectives

Immobilisations par région et par secteur
Millions de dollars

RÉGION ET SECTEUR ÉCON.	2005	2006	2007	2008	2009r	2010p
RMR de Montréal	**23 408**	**23 704**	**25 696**	**26 600**	**25 722**	**25 551**
Secteur primaire	151	149e	187	189	165	163
Services publics	539	475	527	527	710	566
Fabrication et construction	2 372	2 282	2 175	2 365	1 968	1 981
Aliments et boissons	250e	232e	210e	248e	236e	228e
Textile et vêtement	40	37	34	38	27	31
Bois	48	72	48	22	14	16
Papier	53	53	53	46	38	39
Imprimerie	98	47	70	117	101	42
Industrie chimique	266	283	211	156e	171	181
Caoutchouc et plastique	89	78	103	88	63	75
Métaux (première transf.)	102	58	72	105	105	159
Produits métalliques	81	99	78	68	60	51
Machines	48	58	60	80	51	58
Produits électroniques	111	123	142	129	127	132
Matériel de transport	112	205	223	187	122	148
Meubles	27	30e	39	33	16	14
Autres ind. et construction	1 048e	909e	833e	1 048e	837e	807e
Services	11 713	12 103	13 554	14 008	13 722	14 009
Commerce	1 293	1 396	1 555	1 764	1 261	1 205
Transport	1 298	1 142	1 471	1 537	1 412	1 909
Information et culture	848	603	865	960	924	887
Finances, ass. et immob.	2 982	3 820	3 494	2 714	2 121	1 888
Serv. professionnels et gestion	500	532	493	592	552	547e
Serv. administratifs et soutien	152	148	227	252	217	216e
Enseignement	888	823	897	922	938	1 054
Santé et services sociaux	657	779	767	845	1 064	1 047
Hébergement et restauration	270	225	263	303	247	232
Loisirs et autres services	271	295	343	287	355	319
Administration publique	2 555	2 341	3 179	3 831	4 631	4 706
Habitation	8 633	8 695	9 254	9 512	9 157	8 833
Régions administratives						
Montréal	11 718	11 005	11 228	11 836	11 742	11 951
Laval	2 413	2 639	3 185	3 447	3 120	2 784
Laurentides et Lanaudière	6 250	6 926	7 248	7 461	7 095	6 906
Montérégie	9 194	9 901	10 709	10 656	10 648	10 921

e : estimation; r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives.
Source : Institut de la statistique du Québec

Chantiers publics dans l'île de Montréal, Longueuil et la couronne Sud

L'investissement progresse davantage dans l'île de Montréal, Longueuil et la couronne Sud. Les projets publics s'y concentrent : travaux autoroutiers et Train de l'Est dans l'île de Montréal, deux hôpitaux et l'Université de Sherbrooke à Longueuil, travaux autoroutiers dans la couronne Sud. Les immobilisations publiques augmentent donc de 25 % dans l'île de Montréal et de 11 % en Montérégie, mais de 2 % seulement dans Lanaudière et les Laurentides. Elles se contractent de 21 % à Laval.

L'investissement privé diminue davantage à Laval (- 5 %) et dans la couronne Nord (- 4 % dans Lanaudière et les Laurentides) que dans l'île de Montréal (- 3 %), Longueuil et la couronne Sud (- 1 % en Montérégie). Cependant, l'écart est faible.

Le démarrage de mégaprojets hospitaliers et universitaire en 2010 et en 2011 et la construction persistante de condos devraient continuer à stimuler l'investissement dans l'île de Montréal.

Immobilier et construction

Les chantiers de condos stimulent la construction

Mesurée selon la valeur des permis émis, la construction augmente de 22 % en 2010 en dollars constants dans la région métropolitaine. Elle reprend dans tous les secteurs régionaux de la métropole. La hausse est plus prononcée à Longueuil (+ 31 %), dans l'île de Montréal et dans la couronne Nord (+ 27 %). Longueuil bénéficie d'une poussée de la construction dans tous les créneaux résidentiels, Montréal de la poussée des condos et des projets institutionnels, la couronne Nord de la croissance des condos et des projets industriels.

Recul des ventes de logements mais hausse des prix

La relance de l'emploi, combinée aux taux hypothécaires faibles, a stimulé la demande de logements. Cependant, après une reprise soutenue au printemps et à l'été 2009, les ventes de logements sur le réseau SIA/MLS ont plafonné et diminuent depuis le printemps 2010. Le total annuel devrait demeurer inchangé en 2010. La décélération est généralisée à travers les cinq régions de la métropole. Ce resserrement a pu être encouragé par l'anticipation du relèvement des taux d'intérêt et le resserrement des règles d'admissibilité à l'assurance-prêt hypothécaire en avril dernier.

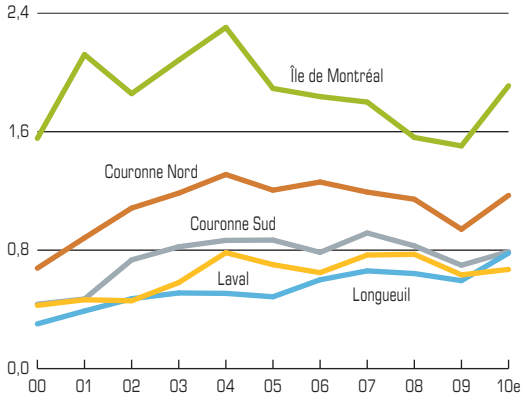
Par contre, les prix continuent de croître. La hausse annuelle des prix s'élève à 7 % en 2010. L'offre de logement a diminué encore plus que la demande, maintenant la rareté relative. Ce fait pourrait provenir en partie de la croissance faible des personnes de 75 ans et plus, conséquence de la faible natalité des années 1930. Il y a moins de personnes âgées qui mettent en vente leur logement pour en occuper un plus petit.

Compte tenu de la rareté de l'offre, la demande s'est dirigée vers la construction neuve. Les mises en chantier ont grimpé depuis le printemps 2009, mais plafonnent depuis le début de l'année. Le nombre de mises en chantier augmente de 14 % en 2010. L'accès à une gamme supérieure de logements joue ici. La valeur des permis de construction résidentielle grimpe de 30 %.

La production s'est tournée vers les condos (+ 40 % en 2010). Ce sont souvent des immeubles en hauteur, comme les complexes Pointe-Nord à l'île des Sœurs (1600 logements prévus, 700 M$) et Cité Nature au Village olympique (1400 logements prévus, 350 M$). Le segment de la propriété absolue décélère depuis le printemps. La croissance annuelle des mises en chantier atteint quand même 11 %. Le segment locatif est déprimé par la surconstruction de logements pour personnes âgées au cours de la dernière décennie (- 29 %).

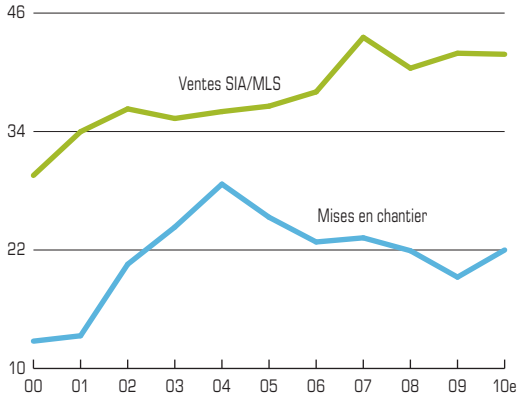
Le marché des logements locatifs demeure proche de l'équilibre. D'une part, la forte immigration stimule la demande locative, de l'autre, l'accès à la propriété et la baisse de l'emploi des jeunes la réduisent. Le taux d'inoccupation des logements locatifs change peu depuis 2006. Il devrait demeurer légèrement en deçà de 3 %.

Permis de construction par secteur géographique
Milliards de dollars 2002



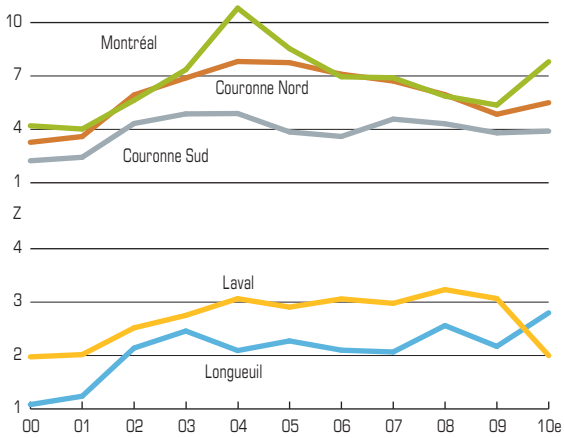
Source : Statistique Canada e : estimation

Logement, RMR de Montréal
Milliers



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement
e : estimation

Logements mis en chantier
Milliers



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement e : estimation

Construction institutionnelle

La récession avait suscité une croissance de la construction publique, principalement les travaux de génie – autoroutes 25 (400 M$) et 30 (250 M$), échangeur Dorval (224 M$) – qui ne paraissent pas dans les permis de construction. L'activité progresse avec le démarrage à l'été 2010 du chantier du Train de l'Est (435 M$).

La valeur des permis de construction institutionnelle et gouvernementale, à la hausse depuis deux ans, s'accélère également en 2010 (+ 81 %). Les principaux chantiers immobiliers en cours sont un centre de recherche au CHUM (375 M$), le Quartier des spectacles (120 M$) au centre-ville et l'hôpital Charles LeMoyne à Longueuil (125 M$).

La construction institutionnelle devrait continuer à augmenter avec le démarrage en 2010 du CUSM (1,6 G$), du nouveau campus de l'Université de Montréal (1 G$) et de l'hôpital Sainte-Justine (500 M$). Le CHUM (1,5 G$) sera lancé en 2011.

Reprise de la demande industrielle

La construction industrielle et commerciale n'a pas repris depuis la récession. Le projet principal est la CSeries de Bombardier à Mirabel dans la couronne Nord (2,8 G$), qui entre dans l'étape de la conception détaillée.

Dans l'immobilier industriel, les années 2000 ont vu l'accumulation presque continue d'un surplus de locaux, mais le marché redonne signe de vie. L'absorption atteint 1,7 million de pieds carrés pendant la première moitié de l'année selon la société de courtage immobilier CB Richard Ellis. Cependant, cela est loin de compenser l'absorption négative de 4,8 millions de pieds carrés en 2009. En 2010, le taux d'inoccupation industrielle se maintient au sommet atteint à la fin de 2009, 10,4 %.

Le marché est saturé d'édifices anciens, dont la hauteur libre, inférieure à 26 pieds, ne satisfait pas les besoins des locataires. Or, l'activité dans les locaux industriels se déplace de la fabrication à la distribution, qui requiert une hauteur supérieure à 26 pieds. Ce stock de locaux ne sera pas absorbé par le marché lorsque la reprise se produira. La résorption de ce surplus requerra des travaux de modification pour augmenter la hauteur des immeubles ou leur démolition.

C'est à Laval que le taux d'inoccupation industrielle a le plus augmenté pendant la récession. Cependant, il recule depuis le deuxième trimestre 2009. La performance de l'île de Montréal est mitigée. L'inoccupation diminue imperceptiblement. La demande diminue dans l'ouest de l'île, mais augmente dans le reste de l'île. L'immobilier industriel de Longueuil a été épargné par la dernière récession. Le taux d'inoccupation a peu changé en 2008 et en 2009. L'absorption est forte en 2010, mais l'arrivée sur le marché de nouveaux locaux construits sur mesure fait grimper l'inoccupation.

Construction commerciale faible

L'expansion de la construction commerciale entamée il y a quatre ans a pris fin en 2009. La valeur des permis de construction commerciale diminue de 4 % en 2010. Le développement de pôles commerciaux diminue avec l'achèvement du Faubourg Boisbriand (290 M$), du Canadian Tire de Vaudreuil (290 M$) et du Carrefour Candiac (100 M$) en 2009. Le Quartier DIX30 à Brossard (500 M$) est dans sa dernière phase d'expansion. La construction de plusieurs hôtels au centre-ville et à Dorval et du Campus Bell à l'île des Sœurs a pris fin également en 2009.

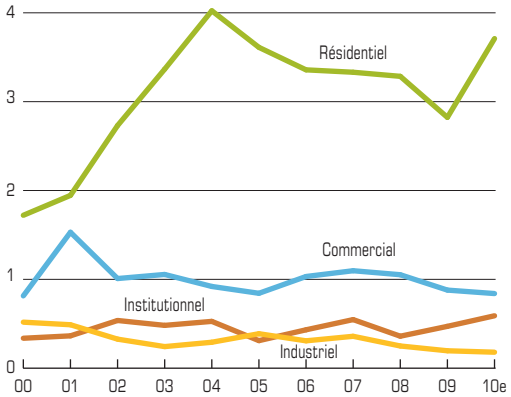
Demande de bureaux freinée

Après une forte contraction en 2009, la demande de bureaux diminue légèrement pendant les six premiers mois de 2010. L'absorption de bureaux est négative tant dans le grand centre-ville qu'en banlieue. Le taux d'inoccupation augmente marginalement, de 0,2 point de pourcentage à 10,8 %. Bien que plusieurs projets d'immeubles à bureaux soient sur les planches à dessin, aucun n'est en voie de réalisation, ce qui permet d'éviter la formation de surplus importants.

La poussée de l'emploi en finance ne s'est pas traduite par une hausse de la demande de bureaux. En récession, les mises à pied se traduisent par de nombreux bureaux inutilisés bien que loués. Les entreprises ne se mettront à louer des bureaux qu'une fois leurs espaces actuels pleinement occupés. Il est également possible que l'incertitude des entreprises, reflétée par l'importance des postes à temps partiel dans les nouveaux emplois, les empêche de se commettre dans la location de bureaux.

Permis de construction par type, RMR de Montréal

Milliards de dollars 2002

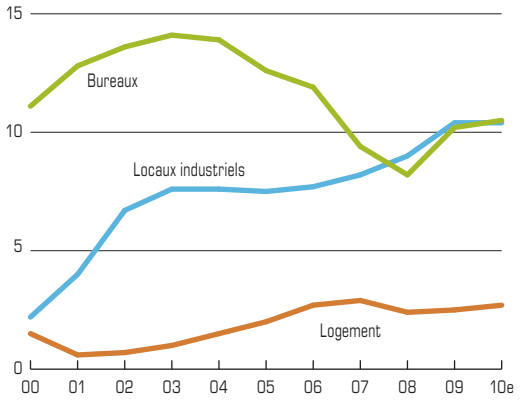


Source : Statistique Canada

e : estimation

Taux d'inoccupation, RMR de Montréal

%



Sources : CBRE et Société canadienne d'hypothèques et de logement

e : estimation

Consommation et tourisme

Les consommateurs calment leurs ardeurs

La consommation a été endiablée pendant les trois derniers trimestres de 2009 et le premier de 2010. Les taux d'intérêt très faibles du début de l'année ont incité plusieurs à devancer l'achat d'un logement et des biens durables qu'il suscite. Un crédit d'impôt fédéral a stimulé la rénovation et les ventes de matériaux de construction. Aussi, les ventes au détail augmentent de 4,2 % en dollars constants en moyenne annuelle en 2010.

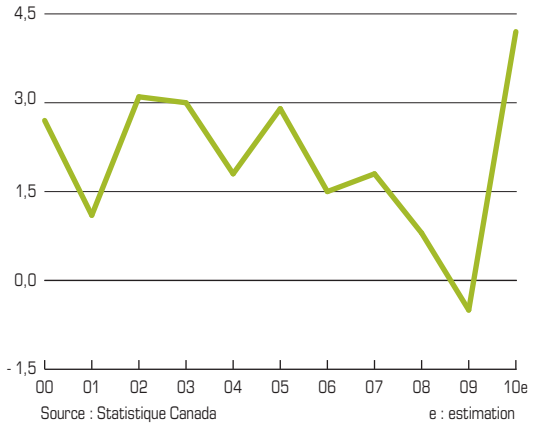
Les ventes au détail ont diminué au deuxième trimestre. Leur croissance devrait demeurer modérée pendant le reste de l'année. La confiance des consommateurs est hésitante. L'indice de confiance du Conference Board au Québec stagne à environ 80 points depuis le début de l'année.

Des consommateurs vulnérables

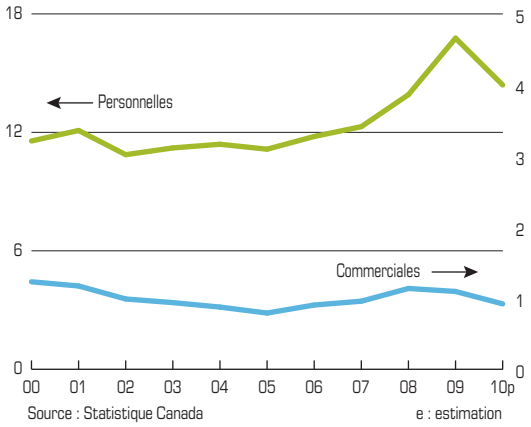
Malgré la poussée de l'emploi, la consommation est freinée par l'endettement des ménages, le ralentissement des salaires et le relèvement graduel des taux d'intérêt. Autre signe de vulnérabilité, le nombre de faillites personnelles s'est stabilisé pendant la première moitié de 2010, après une forte contraction à la fin de l'année précédente. En moyenne annuelle, il diminue de 14 % en 2010, mais il demeure de 25 % plus élevé que la moyenne des sept années (2001-2007) qui ont précédé la récession.

Les faillites commerciales ont également interrompu leur recul au printemps 2010. Cependant, elles ont rejoint le plancher d'avant la récession.

Ventes au détail – RMR de Montréal
Variation en %, dollars constants



Faillites dans la RMR de Montréal
Milliers

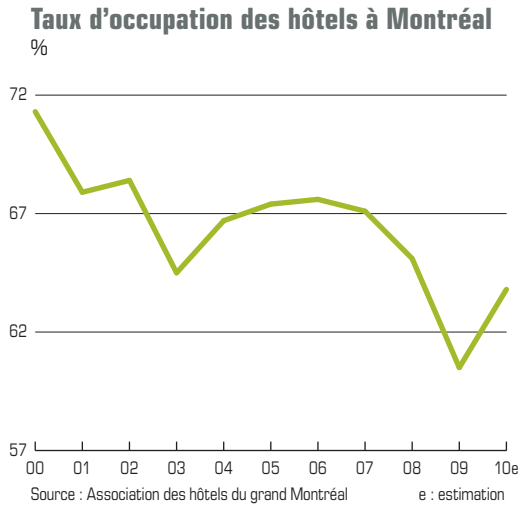


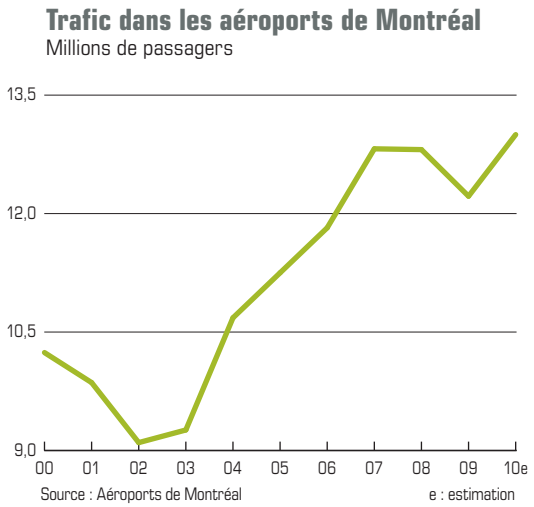
Remontée du tourisme

Le tourisme reprend en 2010. Le taux d'occupation des hôtels montréalais augmente de 3,3 points de pourcentage, à 63,8 %. Le tarif des chambres d'hôtel se remet à grimper : + 3 % en 2010.

La reprise économique permet le retour des touristes américains. Leur nombre augmente de 6 % en 2010. La hausse des profits des entreprises stimule les voyages d'affaires. L'industrie touristique montréalaise a également bénéficié du retour de la Formule 1 en juin dernier.

L'industrie continue de ressentir les contrecoups de la dernière expansion de l'offre qui a pris fin en 2008. Environ 2900 chambres ont été réalisées en 2007 et en 2008, ce qui a fait augmenter le parc hôtelier d'environ 15 %.

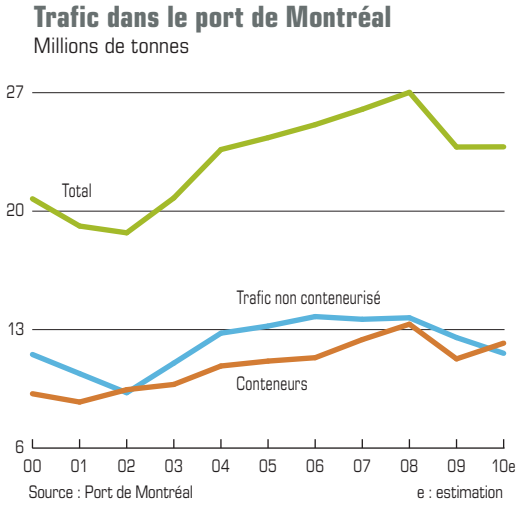




Le port : croissance mitigée par la rechute du commerce international et la mauvaise récolte dans les Prairies

Le relâchement du commerce international se transmet au port de Montréal. Après une remontée pendant la deuxième moitié de 2009, le trafic du port de Montréal diminue à partir du deuxième trimestre de 2010. Pour l'année au complet, les résultats de 2010 devraient égaler ceux de 2009. Le vrac recule de 7 %. Une mauvaise récolte causée par un printemps pluvieux réduit le trafic de céréales de 30 %. Par contre, la reprise de l'industrie automobile stimule le trafic de minerai de fer.

Le trafic de conteneurs, lui, progresse de 8 %. Il évolue au rythme du commerce entre les États-Unis et l'Europe. La reprise des économies américaines et européennes a stimulé le trafic transatlantique, en particulier les exportations européennes, à la fin de 2009 et au début de 2010. Par contre, la lenteur de la reprise européenne a freiné les exportations américaines, qui reculent même au premier trimestre. Depuis le printemps, les mesures d'austérité des gouvernements européens et la fin des mesures publiques de relance économique aux États-Unis ralentissent le commerce transatlantique et, par conséquent, le trafic de conteneurs dans le port de Montréal.



Perspectives

Croissance modérée en 2011

La reprise économique se poursuivra à un rythme lent. Les programmes de stimulation publique et la reconstitution des stocks des entreprises s'achèvent. De plus, comme leur endettement a atteint un sommet sous les conditions financières très favorables qui ont cours actuellement, les consommateurs seront enclins à limiter leurs dépenses.

Le contexte extérieur demeurera défavorable à la production. Le ralentissement économique mondial et le taux de change à parité freineront les exportations montréalaises. Cependant, comme les entreprises devront améliorer leur compétitivité et qu'elles bénéficient d'une situation financière solide et de conditions de crédit très favorables, elles devraient accélérer leurs investissements. De plus, la construction publique continuera de soutenir la croissance par le biais des mégaprojets publics d'hôpitaux et de campus universitaire.

Dans ce contexte, des secteurs forts de Montréal tireront bien leur épingle du jeu. À la faveur de la reprise du trafic aérien, l'industrie aéronautique entre dans une phase d'expansion. De plus, la demande de services professionnels continuera à s'accélérer, stimulée par les travaux publics d'infrastructure (génie) et les investissements des entreprises (services informatiques).

Territoire

Équipements

Culture

Environnement

Économie

Logement

Transport

CMM

Communauté métropolitaine
de Montréal

1002, rue Sherbrooke Ouest, bureau 2400
Montréal (Québec) H3A 3L6
T 514 350-2550 F 514 350-2599

www.cmm.qc.ca | info@cmm.qc.ca